



Bulletin de
la Fondation
pour la
mémoire de
la Déportation

Sommaire

1

Weimar, la
démocratie en
échec, une
« révolution
conservatrice »
ouvre la voie au
nazisme

12

Exclusion dans
l'histoire ou
histoire des
exclusions

15

À propos du
livre : *Triangle
rose, la
persécution
nazie des
homosexuels et
sa mémoire*

ÉTABLISSEMENT
RECONNNU
D'UTILITÉ
PUBLIQUE
(décret du
17 octobre 1990)
PLACÉ SOUS
LE HAUT PATRONAGE
DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
30 boulevard des
Invalides 75007 Paris
Tél.: 01 47 05 81 50
Fax: 01 47 05 89 50
Site internet
www.fmd.asso.fr

DOSSIER

WEIMAR, la démocratie en échec, une « révolution conservatrice » ouvre la voie au nazisme

L'avènement du nazisme en Allemagne n'est ni le fait du hasard ni celui de la fatalité. L'examen des conditions générales qui ont présidé à son arrivée, exposées en première analyse dans le numéro 68 de *Mémoire Vivante*, se poursuit avec une réflexion sur l'histoire de la société allemande de l'entre-deux-guerres et de la République de Weimar dont le parcours chaotique enseigne que tout processus de modernisation s'accompagne de crises, que les phases de progrès harmonieux restent l'exception, que le cheminement vers la modernité peut, si l'on n'y prend garde, déboucher sur des catastrophes.

RÉPUBLIQUE ET CONSTITUTION: UN HÉRITAGE DIFFICILE

La fragilité de la République de Weimar lui venait de sa difficulté à fonder sa légitimité sur une adhésion des cœurs. Elle n'a jamais bénéficié d'événement fondateur symbolique comme le fut la prise de la Bastille: son acte de naissance était une défaite humiliante. L'existence quotidienne des Allemands en fut empreinte de pessimisme. Aux perspectives économiques plus que sombres dans les années d'après guerre, s'ajoutèrent une panne du progrès social et une crise multiforme de la société. La République fut accusée de tout, à commencer par la signature du traité de Versailles, du versement des réparations et de la dépression économique, alors même qu'elle n'était en rien responsable de l'héritage catastrophique de l'empire. Les compromis politiques et économiques élaborés pour gérer les contradictions et tensions internes, n'eurent bien souvent pour résultat que de différer les vrais remèdes. Si bien que le passé impérial fut longtemps considéré comme supérieur à une bien décevante réalité républicaine.

La constitution de Weimar, issue à la fois de la révolution de 1918 et de l'expression du suffrage, reposait sur l'équilibre des pouvoirs, à

mi-chemin entre continuité avec la période impériale et renouveau républicain. L'Allemagne était trop avancée pour une révolution de type classique ou bolchevique. L'importance de la tradition démocratique et le niveau de complexité de cette société industrielle paraissaient interdire toute rupture radicale et inciter plutôt à la recherche de compromis.

C'est pourquoi furent systématiquement explorées toutes les voies d'accordement entre oppositions sociales, intérêts particuliers, idéologies concurrentes et systèmes de valeurs divergents. Il reste que le pouvoir politique se trouvait partagé entre deux pôles de légitimité concurrents: le Reichstag et le président du Reich, tous deux issus du suffrage direct, et prenant en quelque sorte le gouvernement en tenaille.

L'usage en particulier de la législation sur l'état d'urgence, régi par l'article 48 de la Constitution, conduisit les forces politiques à saper les fondements de cette dernière au lieu de s'appuyer sur elle. L'article conférait en effet au président du Reich un pouvoir de coercition vis-à-vis de l'ensemble du pouvoir législatif et exécutif, qui fut utilisé au cours des années 1930 à 1933 pour légiférer contre le parlement par décret-loi, le président répliquant à toute tentative d'invalidation de ses décrets-lois par une dissolution du Reichstag. Dans cette situation, le droit de censure, appartenant au seul parlement, conduisit les gouvernements, nommés par le président, dans des impasses dont ils ne pouvaient sortir que par le recours à de nouvelles dissolutions, suivies d'élections, ou encore à un coup d'état.

Pourtant les compromis, dans bien des cas, permirent à l'Allemagne de s'adapter aux situations nouvelles, mais ils ne constituèrent jamais un facteur de cohésion nationale, ni d'identité, l'opinion demeurant sensible aux sirènes du nationalisme qui avait prévalu en août 1914.

UN CONTEXTE INTERNATIONAL COMPLEXE ET INCERTAIN

Le poids psychologique des réparations

Le problème des réparations résultait de l'exigence des Alliés de faire payer par l'Allemagne non seulement les dommages de guerre provoqués, mais encore l'ensemble des dépenses de guerre de la coalition. Il en résultait une évaluation des réparations atteignant des sommes astronomiques que ni la capacité d'imagination des contemporains, ni leur expérience financière, ni les outils dont ils disposaient, ne permettaient de maîtriser. Le montant de ces réparations, finalement réduites dans leur portée, allait en conséquence enflammer durablement les imaginations et entretenir l'indignation des Allemands qui se représentaient la génération à venir comme « esclave de la dette ». Toutefois lorsque l'on considère les charges financières qui allaient peser effectivement sur les Allemands durant les quelque dix années au cours desquelles ils allaient verser des réparations, le tableau est moins effrayant : la charge effective pesant sur un débiteur est en effet déterminée moins par le montant global de sa dette que par le mode d'acquittement de celle-ci.

Il demeure que la marge de manœuvre de l'économie allemande, déjà obérée par la conjoncture de l'après-guerre, se trouvait encore réduite par les réparations, même si leur paiement ne posait pas un problème insurmontable.

Versailles et les ex-belligérants

Qu'il s'agisse des tenants de la politique d'exécution des traités ou de ceux du parti du refus, les Allemands dans leur ensemble souhaitaient une révision du traité de Versailles. Les plus modérés optaient pour la voie pacifique, espérant montrer par leur bonne volonté que les dispositions prévues par les traités étaient inapplicables et qu'une révision s'imposait. Les durs, au contraire, ne s'intéressaient qu'aux intérêts allemands, fût-ce au prix d'une nouvelle escalade de la violence internationale. Schématiquement il est possible de résumer ainsi les positions des uns et des autres :

En Allemagne, la ligne dure estimait que les perspectives de guerre, de guerre civile et de chaos économique tels qu'ils se dessinaient en Europe centrale, susciteraient chez les Américains une crainte du bolchevisme et un engagement en faveur du rétablissement ou de la sauvegarde de l'ordre, et donc d'une renégociation des traités de paix. De façon plus générale, on s'attendait à une dislocation de la coalition alliée, sans bien réaliser que l'escalade des tensions et conflits, telle que la situation s'est présentée en 1923, allait provoquer le phénomène inverse, c'est-à-dire un resserrement de la solidarité des Britanniques et des Américains avec la France.

Les États-Unis, eux, souhaitaient bien une révision de l'ordre établi par le traité de Versailles. Toutefois, alors qu'ils estimaient devoir assumer un rôle politique et économique dominant en Extrême-Orient, dans le cadre des traités de Washington en 1921-1922, ils se refusaient à assumer des responsabilités comparables sur le continent européen. Tout en s'abstenant de ratifier le traité de Versailles et d'adhérer à la Société des Nations, et tout en refusant aux Français le pacte de sécurité qu'ils leur avaient pourtant promis, ils entendaient limiter leur influence en Europe au domaine économique. Ils ne se sentirent réellement concernés au plan politique qu'à la suite de la crise de 1923, qui leur fit prendre conscience de la nécessité de jouer un rôle stabilisateur en Europe.

La Grande-Bretagne était attachée à la défense du nouvel équilibre instauré par le traité de Versailles, reposant sur l'affaiblissement de l'Allemagne et une vraisemblablement peu durable hégémonie française. Ses préoccupations portaient beaucoup plus sur la sauvegarde et la réforme structurelle de son empire, d'où un souci d'éviter les crises en Europe. Elle ne

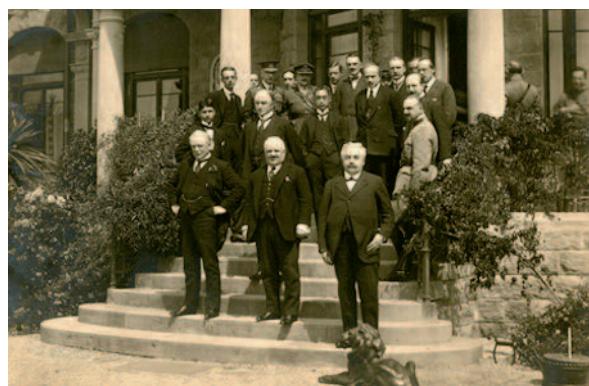
souhaitait ni le triomphe de la France, ni la rupture de son alliance avec elle.

Quant à la France, en raison de l'opposition des Anglais et des Américains, elle avait renoncé à faire prévaloir à Versailles une modification définitive de l'équilibre franco-allemand en sa faveur, notamment par la division de l'Allemagne et un contrôle du glacier rhénan. Or pour obtenir sa renonciation à cette ligne, les Anglo-Américains lui avaient proposé un pacte de sécurité à trois et des garanties collectives dans le cadre de la Société des Nations, que le changement de cap de la politique américaine allait finalement rendre caduc. C'est pourquoi elle insistait pour obtenir de l'Allemagne, fût-ce au prix d'une reprise du conflit international, des garanties de sécurité territoriales qu'elle s'était vue refuser en 1919. Cette politique fut encouragée par la victoire du bloc national aux élections de novembre 1919 et l'arrivée au pouvoir de l'un de ses leaders, Raymond Poincaré, en janvier 1922.

Ainsi en 1922-1923, les deux principaux protagonistes de la Première Guerre mondiale se trouvaient à nouveau face à face, dans une confrontation qui allait les emmener au bord du conflit armé. Vainqueurs et vaincus espéraient obtenir de ce nouvel affrontement une révision du résultat de la guerre.

UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE ERRATIQUE

Gênes 1922 : échec d'une tentative de remise en ordre de l'économie mondiale



La Conférence de Gênes 1922. Le premier Ministre britannique Lloyd George au premier rang à gauche.

©Archives diplomatiques UK

La conférence de Gênes sur l'économie mondiale, organisée en avril-mai 1922 à l'initiative du Royaume-Uni, se proposait de rétablir l'ordre monétaire complètement désorganisé par la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, et de définir une politique commune de l'ouest vis-à-vis de la Russie soviétique. Elle réunit tous les pays ayant participé au conflit, sauf les États-Unis, mais se solda par un semi-échec, les Alliés refusant le principe d'une coopération pleine et entière avec l'Allemagne. La conséquence indirecte en fut l'accord de Rapallo, ville voisine de Gênes, où Allemagne et Russie conclurent un traité séparé, prévoyant leur renoncement aux dommages de guerre, un règlement bilatéral des questions économiques et diplomatiques, et un important volet secret de coopération militaire. Cet accord fut diversement apprécié. Pour les pays occidentaux, il concrétisait la formation d'un « axe révisionniste » germano-soviétique. Pour le Reich et son ministre des affaires étrangères Walter Rathenau, il devait constituer un atout dans le jeu alterné de coopération et de confrontation à l'égard des puissances occidentales. À court terme, il n'allait ni apporter le succès escompté (sauf en matière de coopération militaire clandestine), ni inciter les Occidentaux à plus de clémence avec l'Allemagne. Le Reich venait de compromettre toute possibilité de « front uni » contre la Russie soviétique sur les plans

économique et politique, et de démontrer qu'il n'était pas prêt à s'intégrer dans une politique européenne. Son orientation vers l'Est inquiétait la France qui y voyait une menace directe.

Tensions franco-allemandes: la crise de la Ruhr

L'effet Rapallo entraîna un resserrement des relations Franco-britanniques lors de la crise de la Ruhr.

Fin 1922, la France prit prétexte du retard du versement de certaines réparations pour faire entrer ses forces dans la Ruhr. Les Allemands ripostèrent en déclenchant une vague d'indignation nationaliste, instrumentalisée par leur gouvernement qui proclama la résistance passive, en vertu de laquelle les travailleurs du territoire occupé devaient s'abstenir de toute collaboration avec l'occupant et veiller à ce que ses prétenus gages de productions restent improductifs. Le financement de l'opération, avec le paiement des grèves générales, contribua à aggraver l'inflation.

À l'été 1923, la résistance passive se révéla un échec. Les Français, grâce au recours à des travailleurs étrangers, avaient réussi malgré tout à rendre productives leurs prises de gages. Ils encourageaient en sous-main des émeutes séparatistes et des actions terroristes qui compliquèrent la politique intérieure de l'Allemagne et, à terme, fragilisaient la République elle-même.

LA GANGRÈNE INFLATIONNISTE (1914-1924)

L'inflation domina la décennie 1914-1924 en Allemagne, en trois vagues:

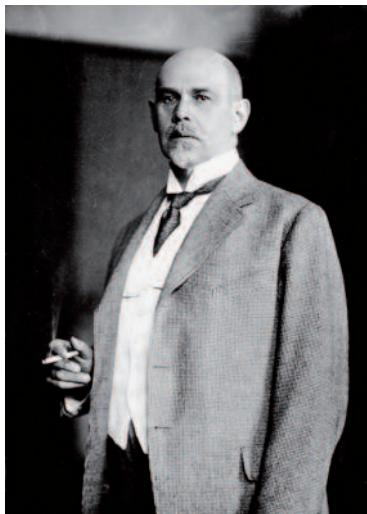
La première résultait des emprunts de guerre, réputés remboursables avec intérêts après la victoire, et entraîna un doublement de l'indice des prix de gros. Le gouvernement accrut la masse monétaire en s'affranchissant de la garantie or. Mais la défaite réduisit à néant les illusions de réparations attendues des pays vaincus. Seule une dévaluation aurait permis une remise en ordre. Les républicains ne purent ou n'osèrent pas y recourir, pour des raisons de politique intérieure. Ils étaient considérés comme responsables de la signature des emprunts de guerre, pourtant décidés par l'empire, et de la ruine des souscripteurs.

La deuxième vague fut consécutive à la démobilisation (1919-1921) et à la nécessité concomitante de soutenir l'économie d'une part par l'octroi de crédits et de subventions aux entreprises pour faire redémarrer la production, et d'autre part par l'octroi d'aides à la reconversion professionnelle pour contenir le chômage des soldats démobilisés. Des besoins importants de financement en résultaient, qui allaient nourrir l'inflation tout en donnant paradoxalement l'impression du plein-emploi et d'une reprise économique que les Alliés enviaient, empêtrés qu'ils étaient eux aussi dans la crise et le chômage. Mais la résolution des problèmes fondamentaux de l'Allemagne n'était qu'artificielle. Elle ne faisait en réalité que reporter les échéances fatales.

La troisième vague, ou heure de vérité, intervint lors de l'escalade hyperinflationniste des années 1922-1923, qui aboutit à l'effondrement général de la monnaie et de l'économie allemande.

CRISES ET CONTRADICTIONS DE LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE

Sous l'effet de l'inflation, l'immoralité fit son entrée dans des milieux autrefois honorables. La délinquance augmentait et les infractions à la loi étaient souvent justifiées par la nécessité de survivre. L'ordre social et moral relativement rigide de l'ère



©Fischer Bundesarchiv Bild 183-L40010

Walter Rathenau en 1921

impériale se trouvait ébranlé. La réaction en tira profit.

Une société empêtrée dans ses contradictions

À ces désordres politiques, s'ajoutaient d'autres facteurs de tensions internes, inhérents à la modernisation de la société industrielle et liés aux conséquences de la guerre et de la défaite.

La place et le rôle des femmes

La place et le rôle des femmes sous le régime de Weimar furent controversés, qu'il s'agisse de leur situation professionnelle, du sens du mouvement féministe ou de l'image de la « nouvelle femme » dans la population.

L'excédent numérique des femmes sur les hommes, dû aux hécatombes de la guerre, entraîna un afflux de femmes célibataires dans le monde du travail, modifiant la proportion active de la population féminine, la division du travail entre les sexes, l'image de la femme, et plus généralement sa position sociale, la conception de la famille et l'éducation des enfants. Des professions nouvelles typiquement féminines apparurent telles que sténodactylo, travailleuse à la chaîne, vendeuse, institutrice, assistante sociale. Le stéréotype de la femme jeune, célibataire ou de celle plus âgée vivant seule, s'imposa tandis que l'image de la femme mariée salariée passait mal et suscitait un ressentiment. Aussi, dès avant la prise de pouvoir par les nazis, la loi concernant la situation juridique des femmes fonctionnaires permettait que celles-ci fussent licenciées pour cause de cumul. Du même coup, l'avenir professionnel des femmes diplômées de l'université se trouva compromis. La reconnaissance du droit de vote des femmes au sortir de la guerre permit certes leur entrée dans la vie politique mais ne modifia en rien leur situation : les fonctions exercées par les femmes demeuraient subalternes et moins bien payées que celles des hommes, notamment dans l'administration, l'éducation, l'assistance publique, les affaires sociales.

Dans la seconde moitié de la décennie, deux modèles s'opposèrent : d'un côté celui de la jeune employée apolitique, tournée vers la consommation et les médias, dont la représentation glissa vers celle de la femme « vamp », un peu provocante, liée à l'influence de l'américanisme et diffusée par les magazines, les romans feuilletons, les films d'amour et les opérettes filmées ; et de l'autre côté, le modèle conservateur du camp réactionnaire, de la mère, épouse sublime, évoluant dans le cercle harmonieux de la famille, ménagère modèle attentive à l'hygiène et à l'alimentation des siens et obsédée par l'organisation rationnelle des activités ménagères.

Les contradictions entre ces deux modèles affectaient les femmes dans leur psychisme, la crise jouant comme un facteur aggravant. Si bien que, de quelque côté qu'elles se situent, « nouvelle vague » ou conservatisme, elles se sentaient mal dans leur peau et, en quête de nouvelles solutions, prêtèrent une oreille complaisante au mythe nationaliste porté par les nazis.

Une jeunesse impatiente et privée d'avenir

Les questions dévolues à la culture et à l'éducation, autrefois du ressort des *Länder*, passèrent sous la compétence de l'État avec la République qui s'attribua la responsabilité de définir les aptitudes à développer chez les jeunes, à partir des exigences de la société. La formation put dès lors être orientée de façon autoritaire, pour peu que les partis parvinssent à s'entendre, sans que les auteurs de ces réformes ne prennent conscience du profit que les nazis allaient tirer de cette potentialité.



©Bundesarchiv-Bild 102-14642

Camp de Bündischen Jugend à Berlin (Grünwald 1933)

Les institutions d'encadrement de la jeunesse étaient très fréquentées au lendemain de la guerre : 4,3 millions de jeunes sur 9 millions étaient, en 1926, membres d'associations ; 1,6 million appartenaient à des associations sportives ; 1,2 million à des associations religieuses, 360 000 à la jeunesse ouvrière, ballottée par des divisions politiques et objet de conflits internes de générations, et 51 000 au mouvement « confédéré » dit des *Bündische*, créé avant guerre, qui cultivait le nationalisme agressif, le mythe du chef et le sens sacré de la « mission ».

Dans ce paysage, l'influence des jeunesse « ouvrières » et des « confédérés » était plus importante que ne le laissait percevoir le nombre de leurs adhérents. Ces organisations constituaient des centres de recrutement, de mise à l'épreuve et de formation pour tous ceux qui se destinaient à prendre des responsabilités dans les institutions éducatives ou politiques au moment où, justement, la jeunesse revendiquait de pouvoir jouer un rôle actif dans la construction d'une société nouvelle.

De nombreux enfants et adolescents ayant grandi sans père et dans la détresse matérielle au cours des derniers hivers de la Première Guerre mondiale entrèrent dans la délinquance, souvent ultime moyen de survie. L'autorité parentale et l'encadrement social s'amenuisaient tandis que les « normes sociales et morales » traditionnelles étaient remises en cause. Des slogans agressifs à l'égard du « monde pétrifié des adultes » se propageaient et l'agressivité à l'égard de la « république de vieillards, incapable de faire une place à sa jeunesse » se durcissait. Une partie de la jeunesse adopta les nouvelles valeurs de la culture de masse urbaine et industrielle, s'inspirant du modèle américain, développant le phénomène des bandes, mais trouva en face d'elle une caste fanatique hostile à la modernité, jugée « destructrice » et « anti-allemande ». La ligne de partage entre ces courants ne suivait d'ailleurs pas le contour des strates sociales classiques et le choix d'une modélisation sociale traversait toutes les couches de la société. Ce choix représentait une démarche complexe, parfois déroutante, dans le contexte de chômage structurel et conjoncturel environnant et prit un tour dramatique avec la réduction des prestations d'assistance qu'imposait la contraction générale de l'économie.

La génération montante du monde étudiant voyant les portes se fermer devant elle, se tourna vers des options culturelles et politiques radicales. Un climat général de discrimination entre « supérieurs » et « inférieurs », conjugué aux notions d'élite et de talent, crispa la société. Aux critères sociaux se substituèrent bientôt ceux du racisme. Le slogan d'un « peuple sans espace, assujetti au tribut versé à d'autres nations du fait du diktat de Versailles », trouva un large écho.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que le NSDAP recrutât nombre de ses militants au sein de cette génération étudiante qui se sentait inutile, impatiente et déboussolée.

En face, la jeunesse ouvrière, dressée contre un système considéré comme l'expression du capitalisme et de la république bourgeoise, se radicalisait aussi. L'expérience quotidienne des conflits de rue la conduisait vers le KPD¹ qui, face au NSDAP, représentait l'autre parti jeune de la République, cette fois en attente d'une révolution socialiste.

De part et d'autre, le sentiment d'impasse se traduisait par l'emploi démonstratif de la force. Dans ces milieux radicalisés de jeunes étudiants et ouvriers, là où en particulier le mouvement socialiste demeurait faible, la SA de Hitler et Röhm allait trouver des adeptes et proposer de nouveaux cadres de vie, collectifs, encadrés et protecteurs.



Hitler s'entretenant avec de jeunes SA à Munich

Une opinion divisée: sexualité et sciences d'interprétation du comportement humain au cœur du débat.

En matière sexuelle, deux courants se distinguaient :

— le courant *hygiéniste* favorable à une sexualité raisonnable en même temps que naturelle. Il visait à rendre l'être humain apte à « garder la tête froide » vis-à-vis de ses sensations et de ses pulsions, et à rejeter la prostitution et la perversion.

— le courant des *démographes*, obsédé par la crainte d'une régression des naissances qui entraînerait la mort de la nation. Ce courant défendait la « sélection naturelle » sans laquelle il prévoyait un parasitage du « corps sain de la nation » par des éléments de moindre valeur. C'est dans ce contexte que les théories eugénistes² en développement furent accueillies favorablement à droite comme à gauche, les deux fractions politiques se rejoignant sur l'obligation morale pour l'État d'entretenir le patrimoine génétique de la nation. Les précurseurs du national-socialisme et certains hygiénistes sociaux humanistes libéraux et socialistes croyaient au succès révolutionnaire d'une hygiène préventive et « extirpatrice » du patrimoine héréditaire, qui allait des consultations volontaires visant à la préservation de la santé génétique jusqu'aux stérilisations massives de prétendus malades héréditaires, à partir de diagnostics douteux quant à leur caractère héréditaire, comme la schizophrénie, l'idiotie, l'alcoolisme et la myopie. Surtout, la médecine scientifique et la psychologie tendaient à définir biologiquement certaines formes de com-

1. Parti communiste allemand (*Kommunistische Partei Deutschlands*).

2. Ces théories cherchaient à empêcher la reproduction des êtres inférieurs ou atteints de maladies héréditaires.

portement social et prétendaient les soumettre à des interventions de caractère eugénique.

Sur le plan démographique l'eugénisme, fondé sur une biologie raciale postulait que des couches de population ou des ethnies supérieures, à faible natalité, se trouvaient confrontées à des couches ou ethnies inférieures, à forte natalité.

Le progrès démographique se trouvant menacé par des individus malades, faibles, indigents et asociaux, un principe de sélection émergea au cours des années 1930-1933, avant de devenir la règle en 1933, et d'évoluer vers la pratique de « l'extirpation »¹.

En matière d'éducation sexuelle, la suppression des tabous entraîna une prudente libéralisation de la morale publique et de la législation, mais ne parvint pas à une réforme de fond. Un projet de réforme du code pénal envisageait la suppression du paragraphe 175 sanctionnant l'homosexualité, mais nullement celui du paragraphe 218 relatif à la pénalisation de l'avortement. Une forte contestation du camp traditionaliste (Églises, province et bourgeoisie) bloqua le travail parlementaire dans ce domaine et retarda l'adoption des réformes, finalement enterrées avec l'arrivée au pouvoir des nazis.

Les sciences de la connaissance de l'homme virent également s'affronter deux écoles : celle des *biologistes* privilégiant la connaissance de l'homme à partir de processus physiologiques naturels et de l'interprétation « naturelle » de son comportement social, par analogie avec le règne animal ou végétal. Ils entendaient éliminer les maladies héréditaires et les tendances « asociales », comme on élimine le choléra ou la tuberculose. À l'opposé l'école des *psychanalystes* s'intéressait à l'individu, à son épanouissement et à la façon de déchiffrer son inconscient.

Le conflit des générations, le rôle des femmes et son corollaire de l'éducation des enfants, la sexualité et le comportement social de l'homme n'évoluèrent pas forcément dans le sens d'une émancipation et d'une libération humaine. Les positions se crispaient sous le double effet d'une crise de légitimité socioculturelle et d'une crise socio-économique. Les partisans d'un retour aux idées traditionnelles brandissaient volontiers la menace de l'épouvantail d'une décomposition de la famille, de la décadence des mœurs, de la violence destructrice d'une « jungle des villes », pour attiser les peurs.

Certains discours prônaient ouvertement l'usage de la violence par l'homme « dominateur et guerrier », en particulier dans les sphères nationalistes militaristes. Certains écrits entretenaient le culte de la force et présentaient une image violente de la femme, caricaturée par la « femme au fusil », prolétarienne ou bolchevique, que les Corps Francs avaient le devoir de combattre et de réduire en « bouillie sanglante ». Ces fantasmes, sur fond de violence quotidienne, servaient paradoxalement de refuge à une partie de la population en mal d'avenir. En Allemagne et en Italie, les fascistes comme les nazis cultivaient ces tendances, Mussolini n'hésitant pas à proclamer par exemple que « la guerre est à l'homme ce que la maternité est à la femme »².

Fascisme et nazisme rêvaient d'un monde remis en ordre par la force brutale.

La façon dont la société, le système politique, l'économie, les relations sociales, l'expression culturelle et les comportements quotidiens réagissaient aux tensions de la modernisation fut déterminante pour l'avenir des institutions et de la démocratie.

Permanence et retour en force des idées nationalistes, révolutionnaires ou réactionnaires

Ce que certains auteurs ont qualifié de révolution conservatrice, et qui emporta la République, ne surgit pas du néant. Ses origines remontent au vaste mouvement de réaction suscité en Allemagne par la Révolution française, les guerres napoléoniennes, les révoltes de 1848-49 et surtout par les bouleversements

multiples qui suivirent l'unité allemande : industrialisation, urbanisation, société de masse, progrès du libéralisme, montée des idées démocratiques et du marxisme.

Le nationalisme agressif des pangermanistes et les rêves entretenus par la propagande colonialiste avaient suscité des attentes qui, avec la désillusion de la défaite, allaient se radicaliser. Sur le plan intérieur les positions de l'extrême droite se renforçaient. En 1917-1918 le « parti de la patrie allemande » avait mobilisé près d'un million de personnes (selon ses dires) contre la politique de la paix de compromis pronée par la majorité du Reichstag (SPD, Centre et Libéraux de gauche). Son influence culmina durant la période comprise entre le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) avec la Russie soviétique et les offensives du printemps 1918 qui allaient raviver une dernière fois l'espérance d'une victoire. Mais une fois la défaite consommée, ce parti se disloqua, sans que les motivations qui l'avaient animé disparaissent. L'effondrement rapide de l'empire, en novembre 1918, allait conduire les sociaux-démocrates à sous-estimer le potentiel de la menace réactionnaire : ce fut leur plus grande erreur.



©Bundesarchiv_Bild_183-R9263

Armistice de Brest-Litovsk

La Grande guerre s'acheva sur un double traumatisme : celui de la défaite d'abord expliquée par une subversion de l'esprit allemand et par la trahison, et celui de la révolution allemande et de l'instauration de la république de Weimar, considéré par les droites et surtout par les variantes de l'extrême droite, comme le triomphe même des valeurs « non allemandes », c'est-à-dire occidentales, ou « juives » (comme le proclamation déjà les groupuscules « Völkisch », sortes d'intégristes allemands³ favorables à un racisme culturel, bientôt mué en racisme biologique). Pour comprendre la montée de cette lame de fond, il ne suffit pas de prendre en compte les seuls bouleversements économiques, sociaux ou politiques, il faut aussi mesurer l'impact des transformations culturelles sur la remise en cause des valeurs traditionnelles, dans un pays où l'idéalisme communautaire et le respect de l'autorité sont très largement répandus.

Plus encore que les tentatives de révolution communiste ou anarchiste et plus que l'exemple de la Révolution bolchevique, c'est le triomphe du « système » de Weimar qui provoqua une flambée des idées contre-révolutionnaires à l'origine de la « révolution conservatrice ». Dans la diversité allemande de Weimar surgirent simultanément ou successivement des

1. Hitler et les nazis incorporèrent ces théories à leur propagande et les mirent en application.

2. Prümm, K. *Die literatur des soldatischen Nationalismus der 20er Jahre 1918-1933*, Kronberg 1974, p 152

3. Objets du mépris condescendant de nombre d'intellectuels néoconservateurs, mais appelés à revêtir une importance considérable après qu'Adolf Hitler aura, comme il le dit dans « *mein Kampf* », rendu utilisable l'idée *Völkisch*.

courants plus ou moins radicaux en matière de politique, de culture, parfois d'économie ou de race, mais qui avaient en commun une croyance absolue en la spécificité irréductible de l'être Allemand et une foi inébranlable en la pérennité fondamentale des valeurs réputées conservatrices : l'État, la nation, le peuple, la « race ».

C'est dans les classes moyennes, celle en particulier de la bourgeoisie dite « de culture » ou *Bildungsbürgertum* (pasteurs, universitaires, professeurs de lycée, ou médecins), que se répandirent le plus les thèmes pessimistes de la décadence, du déclin ou même de la dégénérescence biologique de la Nation. Ces thèmes fleurirent dans de multiples cercles et ligues influentes comme la ligue « pangermaniste ».

Les idéologues de l'époque ne voyaient aucune solution globale satisfaisante à la décadence ou à la dégénérescence. Ils préconisaient une série de mesures sans cohérence, comme une nouvelle pédagogie, ou le retour à la nature (cher aux mouvements de jeunesse), ou l'eugénisme (appelé « hygiène raciale »), la plupart de ces solutions impliquant d'ailleurs une forte demande « d'autorité ».

Dès le printemps 1919, l'initiative principale est prise par ceux qui se nomment eux-mêmes les « jeunes conservateurs » regroupés dans le « club de juin » (d'après le nom du mois de la signature du traité de Versailles). Ils couvriront toute l'Allemagne d'un réseau d'intellectuels, s'infiltreront dans une bonne partie de la presse, et noyauteront efficacement les universités. La grande figure du club de Juin est Moeller van den Bruck, le futur auteur du *Troisième Reich* (1923). Moeller voit la future Allemagne régénérée en une sorte d'Empire du Milieu européen, plus proche de l'Est que de l'Ouest.

Ainsi dès les premières années de Weimar, les idées de la nouvelle droite allemande sont en passe de devenir l'idéologie dominante. Elles influenceront même l'aile droite des jeunes socialistes.

L'occupation franco-belge de la Ruhr, qui traumatisa toute l'Allemagne, tout comme la politique de Stresemann, entraînèrent une radicalisation des jeunes conservateurs. Bien loin d'être considérée comme ce qu'elle fut, c'est-à-dire un succès, la politique de Stresemann fut interprétée par les innombrables groupes et groupuscules d'extrême droite comme une trahison en faveur de « l'Occident ». C'est à ce moment qu'apparut la nouvelle vague de la révolution conservatrice avec Ernst Jünger et Carl Schmitt qui, outre un très net durcissement de l'exigence d'un État fort, voir « total » (le mot apparaît en 1930) plaident pour une remise en cause de l'ordre économique et social du capitalisme libéral, considéré comme coupable de l'atomisation de la société, alors que le salut de la nation exigerait la constitution d'une « communauté du peuple », structurée et hiérarchisée.

Surgissent alors des propositions de collectivisation ou surtout d'étatisation de secteurs clés. Un groupuscule se revendiquant « national bolcheviste », bien avant la grande crise, de 1929, considérait le communisme étatique comme un moyen de renforcer l'autorité de l'État pour sauver la nation, le peuple, et la culture spécifique (on dirait de nos jours l'identité) allemande. En politique extérieure, il exige une alliance sans réserve avec les bolcheviks soviétiques, présentés dès 1921 par Moeller van den Bruck en personne comme étant des nationaux bolcheviks russes qui s'ignorent, c'est-à-dire qui servent la cause ou l'essence russe, en croyant servir les idées de Marx.

Les milieux activistes d'extrême droite avaient commencé à former les Corps Francs et les milices de résidents à la fin de 1919. C'est dans cette période que furent rodés les principaux thèmes idéologiques qui allaient rassembler de très vastes courants de sympathisants : haine de la révolution, volonté de revanche contre la « honte de Versailles », mythe du « coup de

poignard dans le dos », selon lequel des politiciens (en l'occurrence les Sociaux-démocrates, les Libéraux et le Centre catholique), complices du mouvement des Conseils, auraient « frappé dans le dos l'armée vaincue »¹.



©Bundesarchiv Bild 119-1983-0007

Entrée à Berlin du général Kapp à la tête de sa brigade de Corps Francs Marinebrigade Erhardt

La République de Weimar trouva cependant dans les dispositions mêmes du traité de Versailles relatives au désarmement, le moyen de mettre un terme aux concentrations de forces des Corps Francs, qui furent dissoutes. C'est en vertu de cette disposition et pour empêcher la dissolution de sa brigade de Corps Francs, que le général Wolfgang Kapp, l'un des fondateurs du « parti de la patrie allemande », tenta un coup d'état, le 13 mars 1920. Ludendorff soutint indirectement en refusant que les unités de la Reichswehr, non engagées dans le putsch, intervinsent pour rétablir la légalité républicaine. Un vaste mouvement de grève, lancé en réaction au putsch par les ministres sociaux-démocrates eux-mêmes, auxquels se rallièrent les syndicats et les directions des partis socialistes et communistes, impressionna fonctionnaires et militaires restés neutres et contraignit les putschistes à jeter l'éponge le 17 mars.

Au printemps 1920, malgré cet échec, la réaction, trop faible pour renverser la démocratie, voyait néanmoins son emprise idéologique sur la société se renforcer. Quant au mouvement des Conseils², qui s'appuyait en partie sur la classe ouvrière, il était hors jeu. Une proportion non négligeable de ses partisans rallia le parti communiste, lui fournissant les effectifs qui lui manquaient jusque-là.

La coalition de Weimar eut à affronter une réaction antirépublicaine influente et une classe ouvrière qui se radicalisait. Entre 1920 et 1923, elle s'efforça de marginaliser la gauche communiste et de refouler le mouvement contre révolutionnaire dans une *zone d'ombre*, où ce dernier allait proliférer, entre conspiration terroriste et subversion politique.

1. Paradoxalement Hindenburg et Ludendorff qui avaient poussé les démocrates à demander l'armistice le plus rapidement possible en 1918, allaient, avec le plus parfait cynisme, renforcer la théorie du coup de poignard par leurs déclarations. La signature d'un armistice, acte politique, les dédouanait de la procédure, contrairement à ce qu'aurait impliqué une capitulation militaire. Pétain fit le même choix en 1940, ce qui lui permit d'imputer la défaite au pouvoir politique de la III^e République, sans que soit porté ombrage à l'honneur de l'institution militaire.

2. Issu des Conseils de soldats et d'ouvriers qui se formèrent à la fin de la guerre, à l'automne 1918. Plus ou moins sporadiques et cloisonnés entre eux, ils prirent peu à peu une forme plus structurée aux côtés des administrations classiques et s'imposèrent dans certains centres industriels à Berlin, Hambourg, Brême, dans la Ruhr et dans le centre de l'Allemagne. Ce mouvement n'avait aucun rapport avec celui des soviets qui balaya le régime tsariste. La loi votée par le Parlement fixait dans le détail les droits et les devoirs des Conseils. Ils devaient surveiller l'application des lois sociales et devenaient à leur façon des rouages de l'État.

Des organisations secrètes terroristes entretenaient la tradition de violence des Corps francs, aux côtés d'institutions contre-révolutionnaires intouchables, comme la Reichswehr. Ces organisations secrètes eurent à leur actif plusieurs assassinats de représentants de la République, dont ceux de Matthias Erzberger, signataire de l'armistice, assassiné le 26 août 1921, et de Walter Rathenau, juif intellectuel qui revendiquait son intégration à la Nation allemande, signataire du traité germano-soviétique de Rapallo, mais avait concentré sur sa personne la haine virulente de l'extrême droite¹; il fut assassiné le 22 juin 1922. Tous les deux tombèrent sous les balles d'activistes de l'Organisation Consul².

Entre la droite établie et la mouvance révolutionnaire nationaliste émergea le parti ouvrier allemand national socialiste (NSDAP) d'Adolf Hitler, qui commença à recruter des adeptes, y compris hors de Bavière, berceau du mouvement.



Hitler et Ludendorff lors du putsch manqué de Munich (les 8 et 9 novembre 1923)

Le putsch raté d'Hitler, les 8 et 9 novembre 1923, visait à entraîner le gouvernement bavarois dans une marche sur Berlin. Il arrivait dans un contexte de troubles internes, d'émeutes séparatistes en Rhénanie, de projets de révoltes communistes dans le centre et à Hambourg, qui le rendait peu visible par la société dans un contexte où, par ailleurs, le pouvoir politique s'affirmait avec Stroemann, chancelier depuis mars 1923, et sa coalition.

RATIONALISATION DE LA PRODUCTION ET TENSIONS SOCIALES

La question sociale

Le patronat, hostile aux syndicats et soucieux de rester maître chez lui, n'avait accepté que provisoirement « l'union sacrée » de 1914, comptant sur une paix victorieuse pour revenir sur les concessions octroyées et renouer avec une politique autoritaire. La défaite de 1918 contrecarra ce dessein et le contraignit à coopérer avec les syndicats au-delà de cette échéance. La signature des accords Stinnes-Legien³ du 15 novembre 1918 instaura la *Zentralarbeitsgemeinschaft* (ZAG) qui, tout à la fois, écartait les menaces de nationalisation et laissait aux syndicats une part du contrôle de la politique sociale et économique. Ces concessions, dans l'esprit du patronat allemand, ne devaient durer que pour autant que les circonstances ne permettraient pas de faire marche arrière.

L'inflation favorisa provisoirement la politique de la ZAG. Elle permit aux entreprises de compenser leurs charges en augmentant les prix et à l'État de financer sa politique sociale par une



Matthias Erzberger

©Bundesarchiv-Bild 146-1989-072-16

augmentation de la masse monétaire. L'article 165 de la Constitution introduisit en outre, le 4 février 1920, une clause de participation des travailleurs à travers un système de Conseils d'entreprises, forme de cogestion que le patronat jugeait excessive et la fraction radicale du monde ouvrier insuffisante.

En faisant disparaître les marges inflationnistes, la stabilisation monétaire entreprise par le gouvernement Stroemann ruina la base économique de la ZAG. Les conflits salariaux se durcirent, d'autant que les entreprises répercutaient la pression du marché mondial sur les prix, par une baisse du salaire des ouvriers. Dans ces conditions les rêves de « communauté du travail» (*Arbeitsgemeinschaft*) sombraient dans la lutte des classes.

Le système d'arbitrage par l'État prévu par

la Constitution aboutit, souvent faute d'expérience en matière de règlement des conflits sociaux, à figer des attitudes maximalistes et inconciliables qui se retournaient « contre l'État arbitre ». Il en résultait une extrême politisation de tout conflit et une critique croisée des sentences arbitrales, discrépant la République.

La perspective de régler la question sociale par le recours à « l'ingénierie sociale »⁴, s'amenuisant, les technocrates réformistes à l'origine de ce concept cherchèrent d'autres voies dans des projets complètement irrationnels, débouchant finalement sur des



Gustav Stroemann

©Bundesarchiv-Bild 146-1982-092-11

solutions fondées sur la violence⁵, celles-là même que les nazis reprendront pour résoudre les contradictions internes de la société industrielle et de la société allemande.

La crise de rationalisation

En 1924, la stabilisation monétaire et l'arrivée de capitaux américains laissaient espérer un redémarrage de l'économie. Mais les fruits attendus par les acteurs économiques divergeaient : syndicats et sociaux-démocrates estimaient que l'accroissement de productivité devait se traduire par des hausses de salaires et une réduction du temps de travail. Le patronat au contraire jugeait que cet accroissement, joint à l'abaissement des coûts,

1. Le 17 juillet 1933, Hitler fit un geste hautement symbolique en honorant publiquement les assassins de Rathenau.

2. Crée en 1920 après l'échec du putsch de Kapp, par le capitaine Hermann Ehrhardt dans la brigade des Corps Francs qu'il commandait, l'*organisation Consul* était une société secrète. Fondée sur le refus du traité de Versailles et des conséquences de la Première Guerre mondiale, elle essaya de déstabiliser la République par des assassinats politiques.

3. Carl Legien était le représentant des syndicats et Hugo Stinnes un industriel important de la Ruhr. Cet accord instaurait la « communauté de travail ».

4. Terme désignant la doctrine selon laquelle tous les problèmes sociaux pouvaient trouver une solution grâce à l'intervention de l'État et à des méthodes scientifiques : les architectes et les urbanistes apportant des solutions au problème du logement et à tous les maux de l'urbanisation ; les juristes et les pédagogues portant remède à la délinquance par l'éducation ; la médecine conjointement à l'hygiène éliminant les maladies ; la sociologie et le travail social mettant un terme aux phénomènes de comportement asocial ; enfin les eugénistes extirpant les racines biologiques et génétiques des déviations pathologiques.

5. Que certains technocrates de l'ingénierie sociale n'hésitèrent pas à qualifier de « *solution finale de la question sociale* ».

devait conduire à la reconquête des positions perdues par suite de la guerre et de la révolution. Ce fut en particulier la position de la ligne dite des durs de l'industrie lourde (Krupp, Thyssen...), appelés « camp des revanchards ». Les responsables des industries nouvelles (chimie, électronique, électrotechnique) adoptaient une position plus souple, plus ouverte à la négociation, entendant ne pas compromettre les échanges internationaux, sauvegarder le principe de la coopération avec les syndicats et préserver le réseau institutionnel d'intégration de la classe ouvrière, dont la République sociale avait ouvert le chantier. D'où leur qualificatif d'« intégrationnistes ».

La rationalisation industrielle eut, quant à elle, plusieurs conséquences :

— les structures de qualification se modifièrent du fait de la déqualification de certaines activités considérées jusque-là comme travail artisanal qualifié, et du fait de l'apparition des ouvriers spécialisés.

— pratiquée dans un contexte de stagnation économique, elle entraîna au sein de la classe ouvrière des divisions entre qualifiés et non qualifiés, entre salariés permanents et salariés temporaires, voire non salariés, enfin entre anciens et jeunes avec pour retombée principale une rupture des solidarités.

— enfin un chômage structurel s'installa, même au cours des années fastes de 1924-1925 et 1927-1928. Le « chômeur permanent », inconnu avant la guerre, fit son entrée dans le champ social, révélant une marginalisation croissante de la classe ouvrière.

Dans l'ensemble, le « capitalisme organisé », initié par l'Empire, contribua après-guerre à l'immobilisme de l'économie allemande, renforça le pouvoir des cartels et des associations patronales. Il s'avéra peu propice aux innovations et peu capable de s'ajuster aux conditions nouvelles du marché mondial.

La croissance en panne

La faible croissance de l'économie allemande d'après-guerre n'eut pas que des causes internes. Elle résultait également de facteurs exogènes, qui affectaient l'ensemble des nations européennes industrialisées. Avec la guerre, ces dernières perdirent une grande partie de leurs positions dominantes au profit de pays extra-européens : Japon, États-Unis, Australie, Inde et Canada. Leur part dans les exportations mondiales diminua.

Cette évolution résultait de quatre séries de facteurs :

— un changement de phase dans l'évolution de l'économie capitaliste. À des dizaines d'années d'essor et d'innovation industrielle succédaient des décennies de crise et de blocage de la croissance. L'interprétation de ce phénomène de cycle demeure controversée et dépasse le cadre de cette étude. Mais il est clair que le modèle de croissance d'avant-guerre avait atteint ses limites sans que se conçoive ni ne se mette en place un nouvel ordre économique mondial.

— La division du travail d'avant-guerre se trouvait remise en cause. À côté des vieilles nations industrielles étaient apparues de jeunes concurrentes et des marchés traditionnels passaient dans d'autres mains.

— Le marché agricole mondial accusait un excédent, générateur d'une dépression inédite de l'agriculture allemande, surtout dans les terres situées à l'est de l'Elbe, avec en conséquence un affaiblissement de la position des grands propriétaires terriens. Indirectement, cette dépression frappait aussi d'autres populations des campagnes et des villes provinciales, dont les espoirs politiques se tournèrent alors souvent vers l'extrême droite.

— enfin les déséquilibres structurels du marché mondial, comme ceux du marché intérieur de l'Allemagne, ne pouvaient être surmontés que par une relance de l'économie. Or le système financier mondial, ébranlé, ne le permettait plus. En Allemagne, un abaissement des salaires n'entraînait aucune

amélioration des investissements. Les dettes de guerre et les réparations posaient des problèmes de devises, de crédits et de transfert d'une telle ampleur que ceux-là mêmes, dont le rôle était de gérer les flux et les mécanismes financiers mondiaux, étaient complètement dépassés.

Dans l'alternative entre « essor ou déclin », les industriels se dressaient contre le régime et ses arbitrages, rejetant sur lui leurs propres échecs. Tout argument économique relatif aux coûts de production se transformait inéluctablement en lutte contre le maudit « État syndical ». Chaque conflit débouchait sur une mise en cause même de la légitimité de la Constitution. Le conflit des aciéries de la Ruhr reste en la matière un cas d'école. Patronat et syndicats ayant été incapables de trouver un compromis dans un litige salarial, à l'automne 1928, l'État, fidèle à son devoir d'arbitrage, imposa une augmentation modérée des salaires, aussitôt contestée par les dirigeants de la métallurgie. Ce refus de la décision d'arbitrage visait en réalité le SPD. En novembre, les patrons de la métallurgie décidèrent donc le lock-out de 220 000 ouvriers métallurgistes jetés à la rue pendant quatre semaines. Ils furent certes désavoués au Reichstag, y compris par les partis bourgeois, et les ouvriers obtinrent une aide de l'État. Mais les patrons en tirèrent argument pour durcir leur critique fondamentale du système, demander l'abolition du système d'arbitrage dans le règlement des conflits sociaux et surtout se mobilisèrent pour qu'il soit mis un terme au régime parlementaire.

Face à une situation de blocage, leur camp choisit de soutenir la dictature qui mit fin à l'État de droit démocratique et social.

L'État social attaqué de toute part

Le régime de Weimar marquait une évolution inédite de l'état social en lui conférant un caractère constitutionnel. Jusque-là, seule la Russie communiste avait fait de la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux un objectif d'État. La constitution de Weimar représentait la première tentative visant à faire reposer la légitimité de l'État sur un processus de prise de décision démocratique. Seulement l'écart entre les objectifs de la constitution et sa réalité ne pouvait être franchi que par étapes. Les problèmes urgents de la guerre, et davantage encore ceux consécutifs à la guerre, entraînèrent une extension et une amélioration des prestations, certaines réformes, amorcées pendant le conflit et restées inachevées, faisant l'objet de dispositions légales et institutionnelles incluses dans la nouvelle constitution. Parmi elles, figuraient la garantie de la liberté de la propriété individuelle, la promotion du système coopératif, la cogestion dans le cadre de Conseils d'entreprise et de Conseils économiques, la promotion de la classe moyenne et la protection de la propriété intellectuelle. Il ne faut pas sous-estimer l'audace du projet¹ ni sa signification pour l'avenir, même si les étapes successives n'ont pu être atteintes, le programme ayant été formulé sans considération des conditions matérielles de sa réalisation. L'obligation de procéder à des ajustements conjoncturels allait déraper vers une stratégie de régression délibérée et un démantèlement de l'État social. La volonté d'établir une relation entre la fin et les moyens de la politique sociale allait engendrer une distinction des indigents (trop nombreux), entre ceux qui étaient dignes d'être assistés ou de bénéficier utilement de l'aide publique, et ceux qui étaient jugés « inutiles » ou « indignes », à exclure du champ de l'aide sociale.

La loi de 1922 garantissait, par exemple, le droit à l'éducation pour chaque enfant allemand. Mais en novembre 1932 un

1. L'objectif social, moral et démographique fondait les prestations sur un certain nombre de principes : égalité des deux sexes, protection de la maternité, protection de la santé, promotion sociale dans le domaine de la famille, éducation de la génération montante, égalité des droits accordée aux enfants naturels, protection de la jeunesse contre l'exploitation et contre l'abandon moral intellectuel ou physique, aide sociale à la jeunesse (1922), tribunaux pour mineurs (1923).

décret-loi abaissa l'âge limite de ce droit à l'éducation et posa qu'une catégorie d'« inéducables » ne serait plus admise à en bénéficier, marquant une atteinte grave à l'objectif constitutionnel du « droit à l'éducation pour tous ».

Segmentation sociale et radicalisation des forces politiques

La crise de l'État social fut aggravée par la dissolution des solidarités corporatives qui, jusque-là, caractérisaient le monde ouvrier et l'apparition dans les années vingt d'une fracture entre le camp communiste et le camp social-démocrate. Les membres du KPD appartenaient à une génération plus jeune et comptaient davantage de travailleurs non qualifiés. Le parti était devenu de manière quasi exclusive, le parti des chômeurs. Il proclamait l'incapacité du système capitaliste à évoluer, le caractère illusoire des améliorations fondées sur les réformes et la nécessité d'un bouleversement violent et radical de la société. Le SPD comptait surtout des ouvriers qualifiés, plus âgés, qui cherchaient toutes les voies possibles d'accès à la culture et à l'ascenseur social, pour eux-mêmes et leurs enfants. Il défendait l'idée d'une transformation du marxisme orthodoxe en socialisme populaire et culturel au sein d'un État démocratique. Ces différences, tempérées jusque-là par la vie commune sur les lieux de travail, dans les cités ouvrières, la fréquentation des mêmes lieux de détente, la vie associative souvent partagée, allaient se creuser dramatiquement avec la crise. Si bien que malgré les 40 % de voix obtenus par les deux partis aux élections de 1928, le poids de la gauche restait insignifiant dans le paysage politique. Sa division n'eut pas seulement pour effet de réduire le poids politique de la gauche, elle la paralysa face au glissement à droite et à la montée du national-socialisme, en absorbant son énergie dans une compétition stérile, les militants communistes n'hésitant pas à qualifier les sociaux-démocrates de « sociaux fascistes ». Si bien que les deux partis se figèrent dans leur hostilité, ignorant la menace nazie.

Dans le même temps une nouvelle bourgeoisie, composée d'employés et de cadres, avait pris conscience de son rôle privilégié par rapport au prolétariat. Elle était animée d'une forte volonté d'ascension sociale et percevait de plus en plus la crise économique et les incertitudes de l'avenir comme autant de menaces de régression et de déclassement, qui l'orientèrent, plus que d'autres groupes, vers le parti national-socialiste.

Le milieu catholique

Dans les dernières années de la république de Weimar, le milieu catholique était devenu l'une des principales forces soutenant l'État, et s'était orienté vers le Centre. Il s'appuyait sur une vie communautaire intense, englobant différentes couches sociales, de l'agriculteur à l'ouvrier en passant par le notable de province, et sur un vaste réseau associatif articulé davantage selon les critères habituels de classes et de couches sociales. Sa stratégie consistait à tenter de conforter son rôle et sa légitimité sur la scène politique par la recherche systématique de compromis consensuels, dans le but de résoudre les crises. La recherche de possibilités de carrière dans le service public pour ses adhérents n'était pas étrangère à sa présence dans les cabinets du Centre. Malgré cela il ne fut jamais en mesure d'imposer les parties importantes de son programme. En ce sens sa participation au gouvernement ne faisait que diminuer sa côte de popularité et fondre son électorat (13,6 % en 1920; 11,2 % en 1933). Mais le milieu catholique et le Centre sont demeurés imperméables à la propagande électorale du NSDAP.

Le judaïsme sous Weimar

La République avait abattu la plupart des barrières héritées de l'empire qui excluaient les juifs des positions supérieures de la fonction publique et du monde universitaire. Leur participation remarquable à la vie publique de l'après-guerre, au sein

des partis de gauche libéraux, des milieux universitaires et des médias de masse, ainsi que dans certaines branches professionnelles favorisa leur assimilation à la culture allemande. Au cours des années vingt, cette bourgeoisie juive parmi laquelle se comptaient de nombreux intellectuels s'identifia à la modernité et aux productions artistiques d'avant-garde, dessinant les contours d'une future culture supranationale et laïcisée.

Cependant des problèmes subsistaient au sein du judaïsme allemand au moment même où les discriminations renaissaient de façon inquiétante. Une partie des juifs allemands redoutait une perte d'identité, voire à terme une extinction, sous le double effet d'une baisse démographique et d'une propension à la laïcisation tacite. L'orthodoxie juive et le sionisme, à partir de positions différentes, s'efforcèrent de contrer cette évolution. De façon concomitante, une immigration juive venue de l'Est européen lançait de nouveaux défis. Différents aux plans sociaux, culturel et religieux, ces immigrés suscitaient des conflits internes au judaïsme proprement dit, tandis que la haine antisémite allemande se focalisait sur eux, facilement repérables par leur accent et leur comportement. Dans une société confrontée à une crise d'ampleur inédite, cette immigration était jugée indésirable. Déjà sous l'Empire, elle avait donné lieu à des renvois vers l'Est. Une nouvelle étape fut franchie en 1923, lorsque le gouvernement bavarois procéda à l'expulsion collective de juifs étrangers. La même année, Berlin connut un pogrome spectaculaire dans le « quartier des Granges », peuplé de juifs pauvres de l'Est (*Ostjuden*), événement que l'on peut qualifier d'avant-coureur du boycott d'avril 1933 et de la « nuit de cristal » de novembre 1938, avec cette différence toutefois, que la police était encore intervenue pour chasser les antisémites de la rue.

La période de Weimar fait donc ressortir un phénomène à deux versants: d'une part l'assimilation continue d'une composante du judaïsme dans l'entité allemande, d'autre part l'exclusion de plus en plus ouverte de l'autre composante. Quoi qu'il en soit, la montée de la vague antisémite et l'importance accordée à la haine des juifs par les idéologues nazis ne peuvent s'expliquer à partir de la seule histoire du judaïsme allemand. Elle relève surtout de l'évolution interne de couches allemandes porteuses de l'extrémisme de droite, sous l'effet de la propagande.

Des formes nouvelles d'expression collective de la vie politique

Dans la vie politique allemande, on constate depuis la fin de la guerre, une fascination croissante pour les mises en scène grandioses des adeptes des partis extrémistes, qui incita les autres courants à s'en inspirer dans l'occupation de l'espace public. Les années vingt virent les capacités de mobilisation de masses se décupler grâce à l'usage de camions transportant les militants, par le recours aux affiches et aux tracts à grand tirage pour conditionner et mobiliser l'opinion, enfin par l'usage généralisé du téléphone. Le développement de nouveaux médias de loisirs fut exploité à des fins de propagande: cinéma parlant à partir de 1929; radio, surtout à partir des années trente qui virent la mise en place de récepteurs dans presque tous les foyers. La pratique des camps en plein air se développa également comme forme de vie collective associative (ou politique) ainsi que le tourisme collectif, facilité par la création des auberges de jeunesse. Enfin la colonne à pied était couramment considérée comme un « mode de locomotion »; l'uniformisation et la militarisation, apanage des milieux extrémistes, se répandirent, au début des années trente, pour devenir le « phénomène prédominant d'une culture politique éclatée ».

L'américanisme et la crise de civilisation

L'américanisme est devenu au cours des années vingt l'expression d'une modernité sans réserve ni retenue qui faisait dire à un prêtre, pédagogue, Günter Dehn, en 1929: *Ce peuple est*

vraiment américainisé jusqu' dans les racines de sa pensée, consciemment et bien entendu en surface. [...] À chaque fois que l'on peut entrer en contact avec lui, on est conduit à penser que ce n'est pas le socialisme, mais l'américanisme, qui sera la fin de toute chose [...].

La controverse publique entre Allemands, au sujet de l'Amérique, se référant à leur propre culture et aux défis qu'elle devait affronter dans le mouvement général vers la modernité. Toutes les occasions de confrontation intellectuelle avec la modernité furent exploitées pour attiser un ressentiment anti moderne, plus populaire à chaque nouvelle crise et qui allait s'imposer, de manière tragique, à travers les mouvements hostiles à la république, particulièrement le national-socialisme. Ce dernier présentait avec arrogance son programme extravagant d'amélioration du monde. Sa critique de la civilisation débouchait sur un appel à la révolte des éléments sains du peuple allemand, contre les forces de désagrégation représentée par le modèle américain et le modernisme des grandes villes, toujours dénoncées comme des lieux d'insécurité et de débauche.

La culture à l'épreuve de la modernité

Le rayonnement culturel de Weimar allait s'achever en 1933 par un rejet absolu de la modernité culturelle. L'époque fut caractérisée par l'hétérogénéité des styles, leur simultanéité, leur incompatibilité, leur succession fiévreuse, l'absence de dialogue entre eux, la multiplication des lieux de manifestations, leur concurrence dans les médias et l'éclatement des frontières du marché de l'art. Les principaux styles qui marquent cette période se sont succédé à un rythme affolant et se sont trouvés en compétition les uns avec les autres. Ils s'étaient condamnés à vivre la contradiction entre un comportement culturel traditionnel et bourgeois et leur nouveau rôle de producteur de valeur artistique de consommation courante et d'échanges sur un nouveau marché de la culture de masse.

Toutes ces évolutions s'accompagnaient d'une aggravation générale de la situation due à la misère des travailleurs intellectuels durant la décennie de l'inflation.

Plus fatales furent les répercussions du renforcement des positions radicales de la droite. Même pendant les meilleures années de la république, la critique de droite ne s'était jamais tuée ; dans le domaine littéraire et artistique, les traditionalistes savaient pouvoir compter sur le soutien de leurs partisans. Par ailleurs l'affirmation de la modernité se trouvait compromise aux yeux d'un large public avec l'irruption de la crise.

En littérature, l'affirmation des mœurs démocratiques parlementaires se trouvait aussi contestée. Le tournant se manifesta en particulier à travers les réactions suscitées par le roman pacifiste d'Erich Maria Remarque *À l'Ouest rien de nouveau*. Quatre mois après sa parution en janvier 1929, un demi-million d'exemplaires avait été vendu. Mais à l'accueil favorable réservé à cet ouvrage, se mêlaient les réactions hargneuses de l'extrême droite, accusant l'auteur d'avoir sali l'honneur du combattant allemand du front. La projection du film tiré du roman fut perturbée systématiquement par les nazis, dès sa première présentation en décembre 1930, et finit par être interdite temporairement pour cause de troubles à l'ordre public. Les attaques de l'extrême droite contre Remarque ne cessèrent plus. Une glorification de la guerre, qui avait pour but de répandre massivement la mentalité et la propagande fasciste par le biais de la littérature et du cinéma, marqua les dernières années de la République.

La consommation de masse attaquée

La consommation de masse ne rencontrait pas que des adeptes. Ses temples symboliques, les grands magasins, exerçaient

une fascination sur les consommateurs, mais se heurtaient à une critique amère des petits commerçants, dépouillés par l'économie de guerre, l'inflation et la stagnation du pouvoir d'achat, qui concentrèrent leur angoisse existentielle contre ce concurrent surpuissant. En ceux-ci ils amalgamèrent symboliquement les épouvantails du grand capital international, du marchand juif, de la concurrence, de la mauvaise qualité industrielle des produits et de l'anonymat de ce mode d'achat qui contribuait à une perte des racines.

Ces stéréotypes idéologiques, dont la démagogie nazie allait s'emparer, confirmaient non seulement que la culture de masse et la consommation de masse devenaient la cible des ressentiments égoïstes de certains groupes sociaux, mais aussi que l'expérience de ce mode de vie nouveau et moderne était en elle-même génératrice d'insécurité.

Pour finir, une « révolution » nazie ?

Dans son livre « *Histoire d'un Allemand* » Sébastien Haffner pose la question : « *Qu'est-ce qu'une révolution ?* » Juridiquement, explique-t-il, c'est la modification d'une constitution par d'autres moyens que ceux qu'elle prévoit. Et de conclure que par conséquent la révolution nazie de mars 1933 n'en était pas une, puisque tout se passa « *dans la stricte légalité, avec les moyens prévus par la constitution* » : des « *décrets-lois* » du président et une résolution votée par le Parlement à la majorité des deux tiers qui transférait au gouvernement la totalité du pouvoir législatif. *Imposture manifeste*, conclut-il. Au regard des événements, il réfute tout processus révolutionnaire, qui aurait impliqué que des gens attaquent, par la violence, l'ordre existant et ses représentants : police, armée, etc. *Ce n'est pas toujours forcément magnifique et enthousiasmant, et cela peut fort bien être associé à des débordements, des violences, des brutalités de populace déchaînée ; on peut piller, tuer, brûler*. Des révolutionnaires ont du courage et mettent leur vie en jeu. *Rien de tel en mars 1933. [...] on aurait vainement attendu un acte de courage, de bravoure, d'audace de quelque côté que ce fût. En mars 1933, la terreur, les fêtes et des déclamations, la trahison, et pour finir un collapsus collectif de plusieurs millions d'individus s'effondrant simultanément. Beaucoup d'États européens, la plupart même, ont eu une naissance plus sanglante. Mais il n'en existe aucun dont la naissance eût été à ce point répugnante.*

La violence dans un processus révolutionnaire poursuit-il, se répartit entre les camps de la révolution et de la répression. *La première est révolutionnaire ; elle s'excuse par l'émotion et la rage du moment, par l'emportement. La deuxième est répressive ; elle s'excuse par des représailles à l'encontre des atrocités de la révolution.*

Les nazis ont eu le privilège de combiner les deux d'une façon qui n'admet aucune excuse. La terreur de 1933 fut exercée par une tourbe ivre de sang (à savoir les SA) ; [...] ils agissaient sans la moindre émotion, sans la moindre spontanéité, et surtout sans prendre le moindre risque mais bel et bien en toute sécurité, sur ordre et avec discipline. Le tableau externe a été celui de la terreur révolutionnaire : populace hirsute pénétrant par effraction la nuit dans les maisons et traînant des gens sans défense dans une cave pour les torturer. Le processus interne était celui de la terreur répressive : gestion administrative froidement calculée, couverture policière et militaire totale.

Ce qui se produisait, c'était l'inversion cauchemardesque des notions normales : brigands et assassins dans le rôle de la police, revêtus du pouvoir souverain ; leurs victimes traitées comme des criminels, proscrites, condamnées d'avance à mort.

[...] Les nazis [...] n'ont jamais affiché autre chose que le rictus blême, lâche et craintif du meurtrier niant ses crimes. Tandis qu'ils torturaient et assassinaient systématiquement des êtres sans défense, ils affirmaient tous les jours avec des accents nobles et touchants qu'ils ne faisaient de mal à personne et que

jamais révolution ne s'était déroulée de façon aussi humaine et pacifique. Les quelques semaines après l'institution de l'épouvanter, une loi menaçait d'une lourde peine quiconque affirmait, fût-ce entre ses quatre murs, qu'il se passait des choses atroces.

Sans tenir secrètes leurs horreurs les nazis n'auraient pu susciter la crainte, l'effroi et la soumission recherchés. L'annonce publique de ce qui se passait dans les caves de la SA et dans les camps de concentration aurait pu provoquer un sursaut salvateur en Allemagne, pas les *nouvelles épouvantables chuchotées sous le manteau*.

D'autant que l'attention populaire était captivée en permanence par des manifestations grandioses où étaient exaltés le sentiment national et la Nation. Ainsi, écrit Hassner, les loups hurlaient avec les loups et finissaient par y prendre goût! *En mars 1933 il faisait un temps magnifique. N'était-ce pas beau, sous le soleil printanier, de se mêler à une foule en liesse sur une place pavée prêtant l'oreille à des propos sublimes où revenaient les mots de patrie et de liberté, de réveil et d'engagement sacré? On se mit à participer – d'abord par crainte. Puis, s'étant mis à participer, on ne voulut pas que cela fût par crainte, motivation vile et méprisable. Si bien et que l'on adopta après-coup l'état d'esprit convenable.*

C'est là le schéma mental de la victoire de la révolution nationale socialiste.

Toutefois 56 % des Allemands avaient voté contre les nazis le 5 mars 1933. Il a fallu aussi la trahison de tous les chefs de parti et de toutes les organisations auxquelles le peuple allemand faisait encore confiance pour que le succès national-socialiste fût accompli. *Cette trahison seule explique qu'un grand peuple qui ne se compose pas exclusivement de poltrons, ait pu sombrer dans l'infamie sans résistance.*

En 1933, des millions de personnes étaient encore en mesure de combattre. Elles se sont retrouvées du jour au lendemain, sans chefs, sans armes. *Cette terrible capitulation morale des chefs de l'opposition est un trait fondamental de la « révolution » de mars 1933.*

Finalement la colère et le dégoût provoqués par la lâcheté des chefs de l'opposition l'ont emporté sur la colère et la haine à l'encontre de l'ennemi véritable. La peur, l'ivresse de l'unité, le magnétisme de masse firent le reste. On finit par frapper avec les bourreaux pour ne pas être frappé. Un étrange syllogisme se répandit : *« les adversaires du nazisme se sont trompés dans toutes leurs prévisions. Ils ont affirmé que les nazis allaient perdre. Or les nazis ont gagné. Donc leurs adversaires avaient tort. Donc les nazis avaient raison. »*

Haffner incrimine la routine de la vie quotidienne, la poursuite machinale de la vie quotidienne qui faisaient obstacle à toute réaction vitale contre la monstruosité.

Il est probable, ajoute-t-il, que les révolutions, et l'histoire dans son ensemble, se dérouleraient bien différemment si des hommes étaient aujourd'hui encore ce qu'ils étaient peut-être dans l'antique cité d'Athènes : des êtres autonomes avec une relation à l'ensemble, au lieu d'être livrés pied et poing liés à leur profession et à leur emploi du temps, dépendant d'une foule de choses qui les dépassent, élément d'un mécanisme qu'ils ne contrôlent pas, marchant pour ainsi dire sur des rails et désenparés quand ils déraillent. La sécurité, la durée ne se trouvent que dans la routine quotidienne. À côté, c'est tout de suite la jungle. [...] D'où la possibilité de ces immenses catastrophes affectant la civilisation, telles que la domination nazie en Allemagne. Il analyse ensuite le mécanisme des événements dramatiques qui vont suivre. Fin mars, les nazis se sentirent assez fort pour démarrer le premier acte de leur véritable révolution, de cette révolution qui n'est pas dirigée contre un quelconque régime mais contre les bases mêmes de la cohabitation des hommes sur terre.

Plus personne ou presque ne doute aujourd'hui que l'antisémitisme nazi n'a pratiquement rien à voir avec les juifs, leurs mérites et leurs défauts. Les nazis ne font désormais plus mystère de leur propos de dresser les Allemands à pourchasser et exterminer les juifs dans le monde entier [...].

Ce qui est intéressant n'est pas la raison qu'ils en donnent et qui est une absurdité si manifeste qu'on se dégraderait en en discutant, fût-ce pour la combattre. L'intéressant, c'est ce propos lui-même, qui est une nouveauté dans l'histoire universelle : la tentative de neutraliser, à l'intérieur de l'espèce humaine, la solidarité fondamentale de l'espèce [...] la tentative de diriger les instincts prédateurs de l'homme vers des objets internes à sa propre espèce, et de dresser tout un peuple, telle une meute de chiens, à traquer l'homme comme un gibier. Une fois que ces penchants meurtriers fondamentaux et permanents à l'égard de ses congénères ont été éveillés et même transformés en devoir, changer leur objet n'est plus qu'une formalité. On voit déjà bien qu'il est facile de remplacer « les juifs » par « les Tchèques », « les Polonais » ou n'importe qui d'autre. Il s'agit d'injecter systématiquement à un peuple entier – le peuple allemand – un bacille qui fait agir ceux qu'il infecte comme des loups à l'égard de leurs semblables. ●

**Dossier synthèse élaboré par
Yves Lescure, Arnaud Boulligny, Cyrille Le Quellec**

Sources bibliographiques et documentaires

- Bracher, Karl Dietrich, *La Dictature allemande : naissance, structure et conséquences du national-socialisme*, trad. de l'allemand par Frank Straschitz; préf. d'Alfred Grosser Privat, Toulouse, 1986.
- Burrin, Philippe (1952-...) *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Éd. du Seuil, Paris, 2000
- Castellan, Georges, *L'Allemagne de Weimar, 1918-1933* A. Colin, Paris, 1969.
- Haffner, Sebastian (1907-1999), *Allemagne, 1918, une révolution trahie* trad. de l'allemand par Rachel Bouyssou, Éd. Complexe, Paris, 2001.

- Haffner, Sebastian (1907-1999), *Histoire d'un Allemand* trad. de l'allemand par Rachel Bouyssou, Éd. Complexe, Paris 2001.
- Létourneau, Paul, *Walther Rathenau ou le Rêve prométhéen : pensée politique et économique 1867-1922*, Éditions Naaman, Sherbrooke Canada 1987.
- Möller, Horst *La République de Weimar*; traduit de l'allemand par Claude Porcell, Tallandier, Paris, 2005.
- Peukert, Detlev J.K. *La république de Weimar*; traduit de l'Allemand par Paul Kessler, Aubier Histoire, Paris, 1995.

- *La science sous le Troisième Reich, victime ou alliée du nazisme?* Pierre Ayçoberry, Jean-Pierre Baud, Heidrun Kaupen-Haas... [et al.]; sous la dir. de Josiane Olff-Nathan Publication, Éd. du Seuil, Paris, 1993.
- *La « Révolution conservatrice » allemande sous la république de Weimar* colloque 20 au 20 mars 1981 et 15 au 15 mars 1984, Strasbourg, organisé par le Groupe d'étude de la Révolution conservatrice; sous la dir. de Louis Dupeux, Éd. Kimé, Paris, 1992.

Exclusion dans l'histoire ou histoire des exclusions

Des phénomènes d'exclusion se produisent dans toutes les sociétés humaines. La France n'est pas épargnée par ce fléau aux multiples visages et aux pratiques multiformes. Le décrire et le dénoncer pour qui a vécu l'ère nazie demeure un impératif moral.

Qu'est ce que l'exclusion ?

C'est d'abord l'état vécu et subi par des êtres humains qui, d'une façon ou d'une autre, sont rejetés par leurs semblables. C'est également un mécanisme qui, affectant les rapports entre catégories sociales, groupes ethniques ou religieux, groupes politiques, peut être théorisé par des systèmes idéologiques et mis en application par des politiques, soit de domination, soit de rejet, au pire d'élimination physique des catégories non tolérées.

L'exclusion plonge ses racines dans l'histoire

Aux XVI^e et XVII^e siècles, les naturalistes travaillaient au classement du vivant, plantes et animaux, initialement avec une vision fixiste¹ de la création par Dieu, puis s'éloignèrent de cette conception considérant que toute référence à la Genèse ne correspondait plus avec les progrès de la connaissance scientifique. Dans l'approche fixiste, l'être humain avait une ascendance unique, qui lui venait de Dieu. Mais les récits des grands voyageurs avaient fait apparaître des différences profondes dans le monde créé. Les philosophes des lumières bâtièrent alors l'image du « bon sauvage », préservé des corruptions de la civilisation, image qui n'empêcha nullement, à la fin du XVII^e siècle, l'esclavage de millions d'hommes et de femmes. Le Code noir de 1685, stipulait que le « nègre est un être humain, mais inférieur ». Il devait être baptisé, ne pas travailler les dimanches et fêtes. Il était défendu « de tenir le marché des nègres et autres marchandises lesdits jours »... (Art 7). Le nègre « bon chrétien » d'un côté, mais « marchandise » de l'autre... La contradiction ne gênait apparemment personne.

Au XVIII^e siècle, les naturalistes ont proposé des classifications nouvelles des différents peuples. Linné a proposé une espèce unique, l'*Homo sapiens*. Buffon commença à parler de « races ». Cuvier en définit trois et les hiérarchisa : blanche, jaune et au bas de l'échelle, noire.

Des chercheurs ont par ailleurs constaté la disparition de « races humaines », en particulier en Amérique latine depuis l'arrivée des Européens. Darwin lui-même assista à des scènes d'horreur à son arrivée en Amérique du Sud en 1832, où le gouverneur argentin venait de décider l'élimination des Indiens de la Pampa. Il s'indigna « au nom de l'humanité » et s'entendit répondre : « Que faire ? Ces sauvages ont tant d'enfants ! ». Une guerre qui élimine les « sauvages » était une guerre juste... Le racisme a ainsi pris corps avec la domination des blancs et l'élimination des indigènes « inférieurs ». Il se produisit dans le même temps une collusion entre les sciences du vivant et la politique.

Le XX^e siècle a été le siècle d'un déchaînement de crimes contre l'humanité commis par le national-socialiste, dont les génocides des Juifs et des Tsiganes, l'exploitation à mort de groupes humains transformés en main-d'œuvre esclave dans les camps « de concentration », les expérimentations pseudo-médicales pratiquées sur des hommes et des femmes devenus animaux de laboratoire etc.

Ces crimes correspondaient à la conception nazie de l'humanité, fortement influencée par des scientifiques qui avaient conceptualisé une hiérarchie « de races humaines », prônant l'élimination des « nuisibles » ou des « inférieurs » et, à l'inverse, plaident pour le développement et l'essor d'une race dite « supérieure ». La science de « l'hygiène raciale » a été théorisée sous le nom d'eugénisme.

Aujourd'hui les crimes du nazisme sont connus, évoqués par des expositions, relatés par les historiens, illustrés par les témoignages. Parallèlement, on commence à mieux appréhender l'histoire des idées. « La démarche de l'historien n'est pas de tracer une voie royale des idées », nous explique Yves Ternon² dans son étude « Penser, classer, exclure, origine du racisme biologique » mais, comme l'écrit François Jacob « de repérer les étapes du savoir, de déceler les conditions qui permettent aux objets et aux interprétations d'entrer dans le champ du possible » (*La logique du vivant. Une histoire de l'hérédité*).

Eugénisme : de la théorie à la pratique
L'eugénisme est théorisé comme la « science » qui se propose d'améliorer

l'espèce humaine par la sélection des meilleurs et l'élimination des « tarés ». En Grande Bretagne, Francis Galton s'appuya sur les découvertes biologiques de Darwin et sur la transmission du caractère par l'hérédité pour définir le terme « eugénisme » en 1883 : « Nous avons grand besoin d'un mot bref pour définir la science portant sur l'amélioration de la race [...] »³.

En 1907, son élève, Karl Pearson, dirige le laboratoire d'eugénisme, où il introduit des techniques statistiques, la biométrie associée à l'anthropologie, mesurant les caractères anatomiques humains et leur répartition au sein des populations. Un premier congrès international d'eugénisme se tient à Londres en août 1912, suivi d'un deuxième à New York, en 1921 et d'un troisième 1932, (toujours à New-York). Mais les recherches ne tardent pas à déboucher sur applications. Trois États américains ont ainsi créé des lois de stérilisation des fous et des criminels, traduisant l'exploitation politique des théories scientifiques. Le stade des réflexions et débats sur des concepts scientifiques et philosophiques se trouve donc dépassé avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer pour l'humanité.

En France, Arthur de Gobineau publie un *Essai sur l'inégalité des races humaines*, introduisant l'Histoire dans les sciences naturelles. L'anthropologie y avait déjà trouvée place avec Paul Broca. Puis Jules Soury, philosophe et sociologue, décrivit la « lutte des races » comme une lutte pour l'existence et présenta comme un fait biologique la lutte entre « Aryens et Sémites », idée dont d'autres s'empareront.

Georges Vacher de Lapouge développa en France les conceptions de Galton : si une sélection des meilleurs n'est pas réalisée par une reproduction artificielle, alors il faudra procéder à des mesures négatives radicales, l'élimination physique des « exclus » transparaissant dans cette notion de « mesures négatives ».

L'Allemagne de la deuxième moitié du XIX^e siècle n'est pas spécialement mar-

1. Qui a rapport au fixisme (doctrine selon laquelle les espèces vivantes ne transforment pas au cours des temps, par opposition à l'évolutionnisme).

2. Ternon, Yves, Penser, classer, exclure, origine du racisme biologique, in *Revue d'histoire de la Shoah*, Classez/Penser/Exclure, de l'Eugénisme à l'hygiène raciale, juillet-décembre 2005, p. 183.

3. In *Inquiries into human faculty and its development*.

qué par les idées racistes. Mais avec ses ambitions coloniales, l'élimination ou la destruction de groupes humains se profile. En 1897 (dans sa *Géographie Politique*) Friedrich Razel avait présenté les Juifs et les Tsiganes comme des « peuples sans terre à l'habitat éparpillé », condamnés à la disparition. En Afrique du Sud-Ouest (actuelle Namibie), en 1904, le peuple Herero est éliminé sur ordre du général von Trotha. Le chef de l'immigration allemande, Paul Rohrbach, déclare en 1912 : « *Nulle philanthropie ou théorie sociale ne peut convaincre des gens raisonnables que la préservation d'une tribu de Cafres de l'Afrique du Sud est plus importante pour l'avenir de l'humanité que l'expansion des grandes nations européennes et de la race blanche en particulier. C'est seulement quand l'indigène a appris à produire quelque chose de valeur au service de la race supérieure, c'est-à-dire au service du progrès et du sien propre, qu'il obtient un droit moral à exister.* ».

Après la Première Guerre mondiale, des mesures eugéniques sont mises en discussion, par exemple concernant le droit à la vie d'enfants débiles. Après 1919, la population qui a subi une mortalité considérable pendant la guerre, doit se reconstituer, et l'on commence à envisager de se défaire des êtres inférieurs. En 1920, le juriste Karl Binding et le psychiatre Alfred Erich Hoche, publient un ouvrage *La liberté d'éliminer des vies qui ne valent pas la peine d'être vécues. Limites et formes*.

Ils fournissent une première série de définitions telles que : « existences superflues », « semi-humains », « êtres avariés », « esprits morts », « enveloppes humaines vides » dont la suppression est présentée comme une « euthanasie miséricordieuse ». La République de Weimar avait rejeté une loi sur les stérilisations et rédigé une directive sur l'expérimentation scientifique, prescrivant le consentement du malade et la responsabilité du médecin, dont la mission de soulager et guérir est rappelée.

Des sociétés eugénistes se constituent dans plusieurs pays, en Suède, au Danemark, en Autriche, en Bohême, en Hollande, en Roumanie et diffusent leurs publications. Avec elles est franchi le pas entre théoriciens du vivant et praticiens du racisme biologique. Au nom du peuple ou de la race, est supprimé le moins apte, le moins doué, le plus faible.

L'eugénisme inhumain et criminel du nazisme

Dans les étapes successives des sciences du vivant qui étudient les variétés de l'espèce humaine et se proposent de l'améliorer par recours à l'eugénisme, de

profondes atteintes au respect des droits de l'homme et à sa dignité, posés comme principe dans la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789 en France, et dans plusieurs autres déclarations¹ ont été commises. Quand les idéologies de hiérarchie des « races humaines » deviennent référence pour un parti, le parti National-socialiste en l'occurrence, puis le fondement même d'un régime, les pires crimes entrent dans le champ du possible.

Hitler avait inscrit l'élimination des plus faibles dans son programme. En 1929, lors d'un congrès du parti nazi à Nuremberg, il avait déclaré *Si l'Allemagne donnait annuellement le jour à un million d'enfants, et si elle en éliminait 700 000 à 800 000 des plus faibles, le résultat en serait peut-être une amélioration de sa force.* Dès son installation au pouvoir, les premières mesures « eugéniques » entrent en vigueur. En septembre 1939, l'*Action T4* va provoquer de très nombreuses stérilisations, et aussi des assassinats de malades incurables, de handicapés et de « divers indésirables »². Suivent les lois de Nuremberg pour « la protection du sang » et la formation spéciale du personnel médical. L'opération *14f13*, qui entre en application dans les camps de concentration et les chambres à gaz des instituts d'euthanasie comme Bernburg ou Hartheim où nombre de déportés ont été assassinés, procède de la même logique. L'idéologie de l'exclusion atteint, à ce stade, une forme d'extrémisation du mal. Hitler l'avait formulée en 1932 à Munich : « *Il ne s'agit pas de supprimer l'inégalité parmi les hommes mais au contraire de l'approfondir et comme dans toutes les grandes cultures, d'en faire une loi, par des barrières infranchissables. Le même droit ne vaut pas pour tous [...]. C'est pourquoi je ne consentirai jamais à d'autres peuples les mêmes droits qu'au peuple allemand. Il est de notre devoir de soumettre les autres peuples. Le peuple allemand est élu pour devenir la nouvelle classe des seigneurs dans le monde. Je veux vous dire, mes camarades, ce que sera l'ordre social futur : il y aura une classe des seigneurs, une classe devenue historique, triée par la lutte parmi les éléments les plus divers ; il y aura la foule des membres du parti, organisée hiérarchiquement ; ils constitueront la classe moyenne [...] Plus bas il y aura cependant la classe des soumis des races étrangères, nommons la tranquillement la classe moderne des esclaves.* » Plus bas encore, il y a la classe des nuisibles, comparés à des rats dans des déclarations de nazis, et qu'il est normal d'éliminer. Himmler explique tout aussi « calmement » l'obligation de tuer aussi les enfants des Juifs exterminés pour éviter leur vengeance future... »

Les courants eugénistes en France

En France, à la fin du XIX^e siècle, les théories eugénistes n'influencent pas les sciences génétiques, peu développées mais se préoccupent de remédier à la dégénérescence de la population. Au XX^e siècle, une Société française d'eugénisme est créée, rassemblant des personnalités notoires du monde scientifique. Plusieurs congrès sont réunis. Des thèmes d'eugénisme positif et médical circulent, notamment auprès de la Ligue d'hygiène mentale et de la Ligue des Droits de l'homme. Les scientifiques discutent. À l'époque, existent des courants racistes, fondés sur l'étude des races, l'anthroposociologie. Les idées sélectionnistes de Vacher de La Pouge (*Les sélections sociales*, 1896) sont relancées par Charles Richet (*La sélection humaine*, 1913, puis 1919) et aboutiront aux mesures d'exclusion proposées par Alexis Carrel³.

Des courants antisémites et nationalistes vont se manifester à l'occasion de l'affaire Dreyfus, en 1898. En février, un mois après la publication de la lettre de Zola, « *J'accuse* », convaincus de l'innocence du capitaine Dreyfus, un groupe d'hommes crée la Ligue des Droits de l'homme qui déclare : « *À partir de ce jour, toute personne dont la liberté serait menacée ou dont le droit serait violé, est assurée de trouver près de nous aide et assistance.* ». Un an après, l'Action française est fondée et publie son manifeste qui réclame, pour la France, un régime nationaliste, autoritaire et se déclare antisémite, adoptant le cri de Drumont « *La France aux Français* »⁴, devenu également le slogan des organisations d'extrême droite. Quand la France est touchée par la crise économique, la presse extrémiste se déchaîne contre les Juifs et contre « l'invasion étrangère ». Les organisations extrémistes ou carrément fascistes, hostiles aux principes de 1789 dénoncés comme des idées à combattre, refusent la notion de *droits de l'homme*, estiment que l'individu n'existe que par et pour la communauté à laquelle il s'intègre, rejettent la démocratie et tout système parlementaire. Elles admirent Mussolini et son discours : *Le siècle du fascisme verra la fin du travail intellectuel, de ces intellectuels*

1. Fédération Française des clubs UNESCO, Ligue des Droits de l'homme, *La conquête des Droits de l'Homme, textes fondamentaux*, Le Cherche Midi éditeur, Paris 1988.

2. Bélanger, Jean Luc, L'eugénisme inhumain et meurtrier des nazis, *Le Patriote Résistant*, septembre 2007.

3. Terrenoire, Gwen, *L'eugénisme en France avant 1939*. Communication devant la Commission programmatique mixte UNESCO-ONG, Science et éthique, 24 mars 2003, publié in Revue d'Histoire de la Shoah, op.cit.

4. *La France Juive*, 1899.

qui sont inféconds et qui sont une menace pour la nation et en 1926: nous représentons l'antithèse des immortels principes de 1789. Goebbels tient un langage analogue, dans son livre *La révolution des Allemands* en proclamant que *L'an 89 sera rayé de l'histoire...* Ce thème a été un leitmotiv dans les grands discours de Nuremberg. Si en France l'installation d'un régime fasciste ne s'est pas produite, il n'en reste pas moins qu'une politique nationaliste dure est appliquée par le gouvernement de Pétain, au besoin sous la contrainte d'un occupant qui sait se montrer persuasif.

Avant même la poignée de main entre Pétain et Hitler, l'État français ne prenait-il pas plusieurs mesures abolissant les droits de l'homme inscrits dans la déclaration de 1789 ? Le 17 juillet 1940, une loi interdisait à toute personne, née de père étranger, d'accéder aux emplois publics. Le 22 juillet, une loi retirait la nationalité française aux personnes qui l'avait acquise depuis 1927. Le droit d'asile était violé puisque des dissidents exilés allemands étaient livrés à Hitler. Le 3 octobre une première loi d'initiative française, portant statut des juifs et les excluant de la fonction publique et d'autres fonctions était promulguée. De nouvelles institutions étaient créées, dont la vocation était d'exclure et de persécuter : ainsi le commissariat général aux affaires juives, les tribunaux spéciaux (investis du pouvoir de juger avec effet rétroactif les « terroristes anti-allemands »), la Milice, et même une « armée sous uniforme allemand », la division Charlemagne.

L'eugénisme va trouver audience en France dans les années trente. Définissant la notion, un dictionnaire (Larousse du xx^e siècle) précise en 1930 : *Ne laisser entrer en France que les immigrés sains, aptes à se reproduire dans des conditions favorables. Interdire le mariage à tout individu porteur de tares héréditairement transmises.* En 1939, Alexis Carrel publie *L'homme cet inconnu*. Il y préconise l'élimination physique des criminels et des fous par euthanasie dans des établissements appropriés, et, inversement, l'édification d'une élite, pour lui sorte « d'aristocratie héréditaire ». En 1941, il dirige la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, créée par l'État français, qui met en place une nouvelle politique familiale.

En 1931, un aspect de l'humiliation des catégories sociales classées en bas de la hiérarchie raciale se traduit par la présentation de « zoos humains » organisés au Jardin d'acclimatation. Des « sauvages », des Kanaks « cannibales », sont présentés derrière des gilles et observés par des millions de visiteurs. Exhibitions

ethniques honteuses, destinées à faire peur. Deux expositions présentant des scènes de ce genre avaient déjà eu lieu, en 1877 et 1892.

Les sciences de la race et l'eugénisme ont entraîné des mesures d'exclusion de nature raciste. Leur évolution après guerre n'est pas sans poser problème de nos jours.

Séquelles et résurgence des idéologies d'exclusion

L'eugénisme et les conceptions racistes d'exclusion réapparaissent de façon ponctuelle, sous des formes peut-être moins radicales, mais néanmoins rémanentes.

En Angleterre, en 1948, à l'Institut de Psychiatrie de Londres, Hans Eysenck reprend l'idée du déclin du niveau intellectuel des populations par baisse du QI. Il constate « l'infériorité des Noirs ». En Californie, Arthur Jensen (assistant d'Eysenck de 1956 à 1958) psychologue de l'éducation, estime toute politique éducative inutile. Il publie *Race, Intelligence and Education*, en 1971, et *The inequality of man* en 1973.

À la fin des années cinquante, à l'Université d'Uppsala (près de Stockholm) un groupe nazi international rédige un message, dont un professeur de l'école d'anthropologie de Paris, Jean Claude Vincent tire un volumineux compte rendu, diffusé en France. Lui-même est membre du Comité de patronage de la *Nouvelle École*, revue d'un courant de la Nouvelle Droite, le GRECE (Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne). En arrière plan de ces travaux, se perçoit la volonté de créer une « politique biologique », fondée sur le « réalisme biologique ». Dans *Europe Action*, autre revue de la Nouvelle Droite, l'eugénisme apparaît de façon plus nette : *Il faudra éliminer l'écume biologique de la classe bourgeoise pour former une nouvelle élite, et ségrégner sans vainc sensibilité, le peuple et le déchet biologique* par des procédés eugéniques (1964, n° 19-20). On retrouve le message d'Uppsala : *Dans le bocal de la hiérarchie sociale des sociétés blanches, les éléments troubles se trouvent aux extrêmes : au-dessus l'écume, au fond la lie*¹.

Le Club de l'Horloge, club de pensée créé en 1974, filiale du GRECE, s'insère dans le domaine politique. En 1979, il crée l'association « Les nouveaux Républicains », dont Bruno Mégret est président et Yvan Blot, secrétaire. Des universitaires et des chercheurs du Club de l'Horloge entrent au Conseil scientifique du Front national lorsqu'il est créé. Les « Nouveaux Républicains » se fixent comme objectif d'approfondir la tradition républicaine issue de la Révolution française et notamment

les valeurs de Nation, de liberté et de dignité de l'Homme à la lumière des apports des sciences humaines et des sciences sociales. Ils amalgament des éléments de la pensée scientiste², du nationalisme européen et de valeurs républicaines récupérées et subverties.

On retrouve ces conceptions dans des déclarations de Marine Le Pen

En période de crises économiques et sociales, trois thèmes rémanents refont surface de façon cyclique, induisant des montées de nationalisme (réactionnel ou de conviction) : le premier est celui de l'insécurité, de la perte de l'identité nationale et des racines traditionnelles. Le deuxième consiste en recherche de boucs émissaires et désignation de coupables ceux qui sont différents des nationaux de souche, les étrangers selon les contextes historiques et politiques, les Juifs, les Arabes, les Tsiganes, même s'ils ont acquis la nationalité française (ils appartiennent à d'autres origines ethniques et culturelles). Le troisième thème propose les remèdes : des mesures sécuritaires, exclusion voire expulsion des indésirables, qui aboutissent à des mises en cause de mesures et de droits hérités de la Résistance, et inscrits dans le programme du CNR (Conseil National de la Résistance).

Le rejet des indésirables

Certaines catégories d'individus sont ressenties comme inquiétantes, et présumées suspectes avant d'avoir commis le moindre acte délictueux, en raison simplement de leur appartenance à une catégorie sociale stigmatisée. Le processus de représentation sociale fonctionne plus ou moins consciemment dans tous les milieux, dans tous les secteurs de la société. Il provoque des perceptions spontanées d'images qui recouvrent des concepts peu conscientisés, sauf, évidemment, chez ceux qui les créent. Un système de représentation est toujours doublé d'un système de valeurs, bon/mauvais, supérieur/inférieur, utile/ inutile. Sous le régime de la collaboration, l'antisémitisme s'est exprimé dans une exposition caricaturant le juif « aux doigts crochus ». L'Affiche rouge présentait les fusillés de la MOI³ avec des visages noirs, barbus, incarnant le terrorisme menaçant. Certes, il s'agissait des années noires mais les groupes extrémistes continuent à répandre des images négatives, qu'il s'agisse de l'Arabe, du Rom, de l'immigré en général et s'expriment au travers

1. Chombart de Lauwe, Marie-José, *Complots contre la démocratie*, FNDIRP, 1981.

2. Qui se réclame du scientisme (confiance absolue dans les possibilités infinies de la science).

3. MOI signifiait « Main-d'œuvre Immigrée ».

des déclarations du Front National ou de ses électeurs dans les banlieues en crise. Chez certains dirigeants, des représentations négatives refoulées sont apparues. L'épisode bien connu de Seignosse (Landes), où une militante UMP présentait au ministre Brice Hortefeux un jeune Arabe sympathique, en précisant « comme nous il mange du cochon et il boit de l'alcool », s'entend répondre devant les médias « *il ne correspond pas du tout au prototype, quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes* ». Ce propos montre que ce jeune arabe n'est pas intégré avec ses caractéristiques, mais à l'aune de critères différents qui trahissent la résurgence d'un nationalisme d'exclusion en France, comme en Europe, et que reflètent les poussées électorales des extrêmes droites. En 2010 et 2011, face à une série de mesures sécuritaires prises par le gouvernement, des organisations dont la vocation est la défense des Droits de l'homme lancent un *Appel Citoyen face à la xénophobie et à la politique du pilori: liberté, égalité, fraternité*.

De très nombreuses organisations signent l'Appel. D'anciens résistants affirment leur attachement aux valeurs de la Résistance, *Résistants hier, résistants aujourd'hui*. Stéphane Hessel par son petit livre *Indignez-vous* touche un très

grand nombre de lecteurs : plus d'un million d'exemplaires vendus.

Le 7 mars Robert Badinter, ancien garde des Sceaux et président du Conseil constitutionnel se révolte sur France Inter, choqué par le terme *citoyens français d'origine musulmane... On est arrivé à les isoler, à les stigmatiser...*

Amnesty International dresse un bilan dans son nouveau *Manifeste pour les droits humains – Constat et Perspectives*, où l'organisation remarque que sur certains plans, la situation s'aggrave. Elle lance une pétition qui sera adressée au président de la République.

La loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI 2) qui avait été adoptée au parlement en février 2010 a été censurée par le Conseil constitutionnel qui critique une série de mesures. En ce qui concerne les mineurs, le Conseil rappelle le principe de spécialité de la justice des mineurs et sa finalité éducative, et censure l'article qui la transgressait. En ce qui concerne les Roms, le projet de loi permettant aux préfets de les évacuer sans relogement a été censuré. L'association Droit au Logement constate : *Le grand ménage des indésirables n'est pas encore à l'ordre du jour*.

Le domaine économique est également source d'exclusion : on constate l'augmentation des exclus de la grande pau-

vreté. La crise économique et sociale fait tomber de nouvelles personnes dans la misère et l'exclusion. Chaque jour, trois personnes deviennent *sans abri*, soit qu'elles ont perdu leur travail, femmes seules dont le salaire est insuffisant pour payer leur logement, soit qu'il s'agisse de demandeurs d'asile, sans papiers¹... Dans la rue, l'exclu manquant de l'essentiel finit par perdre sa dignité, ce que traduit si bien le livre de Sylvie Quesmand Zucca, *Je vous salis ma rue, clinique de la désocialisation*².

Les processus d'exclusion, examinés dans leurs approches historiques, ou au travers de l'évolution des sciences et de leurs applications diverses, ou au travers des politiques mises en œuvre ici ou là, les références aux droits de l'homme et à sa dignité, constituent autant de repères fondamentaux, qui ne concernent pas uniquement l'individu en tant que tel, mais dans tous les aspects de sa citoyenneté, c'est-à-dire de sa place et de son rôle dans la société. ●

Marie-José Chombart de Lauwe

Directeur de recherche honoraire du CNRS (Sciences sociales)
Présidente de la Fondation pour la mémoire de la Déportation

1. Médecins du Monde dossier.
2. Stock, 2007

À propos du livre :

Triangle rose, la persécution nazie des homosexuels et sa mémoire

Régis Schlagdenhaussen a publié un livre intitulé *Triangle rose, la persécution nazie des homosexuels et sa mémoire* (éditions Autrement, 2011). La lecture de cet ouvrage réserve quelques surprises dans l'analyse de certains événements et leur interprétation pour le moins approximative voire affabulatrice. Une mise au point s'imposait.

Que lit-on à la page 156 ? *La création, en 1993, d'une nouvelle journée commémorative en France fait suite à l'avènement d'une mémoire de la Shoah qui fonctionne comme une mémoire globalisée, c'est-à-dire une mémoire transnationale (qui ne s'appuie donc pas sur un socle étatique). Également, c'est en prévision de la disparition prochaine de déportés (mais aussi en réaction à l'avènement d'une mémoire internationale de la Shoah) que la FNDIRP a pris l'initiative de créer la FMD, la fondation pour la mémoire de la déportation en 1990. Celle-ci regroupe*

l'ensemble des amicales de camps et des fédérations de déportés.

Ce texte appelle plusieurs observations : tout d'abord affirmer que la création de la Fondation pour la mémoire de la Déportation serait intervenue « *en réaction à l'avènement d'une mémoire internationale de la Shoah* » relève de l'imaginaire le plus absolu. Il convient de rappeler qu'à sa création, la Fondation pour la mémoire de la Déportation, alors seule fondation de mémoire, s'est voulu porteuse de toutes les mémoires, y compris de celle qui concernait les juifs. Elle n'a depuis, jamais changé de cap, et continue de considérer que la mémoire de la déportation doit évoquer de façon équilibrée les différentes composantes de ce drame humain, celle des génocides, celle des persécutions, celle de la répression qui frappa tous les pays d'Europe occupés ou annexés, sans qu'aucune composante ne vienne occulter les autres. Ses publica-

tions et le contenu de ses séminaires de mémoire, où une place importante est réservée au sort des juifs, à l'antisémitisme, au génocide et au film *Shoah* de Claude Lanzmann, le démontrent amplement. La création d'un pôle mémoire de la Shoah centré sur la Fondation et le Mémorial du même nom, largement dotés financièrement, a quelque peu rompu l'équilibre antérieur. Mais il est tout à fait inexact et extravagant d'affirmer que la création de la Fondation s'est faite *en réaction à l'avènement de la mémoire de la Shoah*.

Régis Schlagdenhaussen poursuit ses analyses et interprétations bancalas lorsqu'il évoque la pose d'une plaque devant le monument de la déportation de l'île de la Cité.

Que lit-on page 174 ?

Durant l'hiver 2001, conformément aux propositions du rapport Mercier commandité par Serge Barcellini en 1997, une

plaqué est apposée dans le square de l'Île-de-France, devant le mémorial des Martyrs de la Déportation. Tous les motifs de déportation sont inclus sur cette plaque, dont les triangles vert et noir, c'est-à-dire les « asociaux » et les « criminels » (sachant qu'aucun porteur de la mémoire de ces groupes n'a formulé d'attente de reconnaissance). Le triangle rose des homosexuels se trouve justement entre le triangle vert des « criminels » et le noir des « asociaux ». Ce choix, qui reprend la classification nazie, matérialise une vision des homosexuels en tant que catégorie sociale à mi-chemin entre le « criminel » et l'« asocial ».

La plaque est une solution voulue par l'État pour l'État. Le processus de prise de décision exclut aussi bien les associations homosexuelles, les associations d'anciens déportés que les associations porteuses de la mémoire juive de la déportation. Les acteurs impliqués sont la mairie de Paris, le ministère délégué aux anciens combattants ainsi que la fondation pour la mémoire de la déportation. La plaque apposée en 2001 ne résulte pas d'un « compromis », puisqu'il ne s'agit pas d'un accord entre des parties opposées. À quoi sert donc une plaque dont apparemment aucun groupe n'a demandé l'apposition ? La décision de réaliser cette plaque n'a aucun lien avec le rapport « dit Mercier » et la mémoire des homosexuels. Elle lui est tout simplement étrangère. Il s'agissait, à la demande des déportés, dont il faut rappeler qu'ils furent à l'origine de la création de ce monument, le projet ayant été porté par le Réseau du Souvenir qui en fit, par la suite, don à l'État, d'actualiser les données gravées dans la pierre sans toucher au monument lui-même, le chiffre gravé de 200 000 ne recouvrant aucune réalité. Les nouvelles données inscrites sur la plaque sont le fruit à la fois des études menées par Serge Klarsfeld sur la déportation des juifs de France et de celles relatives aux aspects répressifs de la déportation menées depuis 1996 par la Fondation pour la mémoire de la Déportation. Elles concernent les déportations parties de France, dont nul ne songerait à dissocier les étrangers des nationaux. Cela vaut tout autant pour la déportation des juifs de France que pour la déportation dite « de répression ». La symbolique des triangles, souvent ignorée du public, n'avait nullement pour objet de mettre en valeur telle ou telle catégorie de déportés, et encore moins d'établir un classement ou un rapport entre elles,

mais simplement de rappeler les catégorisations définies par les nazis pour distinguer les déportés dans les camps. Cette symbolique du triangle est tellement omniprésente dans la conception du monument qu'il est apparu indispensable d'en donner les clés de compréhension. Le reste relève d'un délit interprétatif. L'affirmation selon laquelle il s'agit d'une solution voulue par l'État pour l'État, de même que toute la suite du raisonnement, ne sont qu'interprétations fausses. En particulier les associations d'anciens déportés, contrairement aux affirmations de l'auteur ont été consultées et la question a été débattue au sein du conseil d'administration de la fondation.

Quant à la suite du propos, (page 175), qui vise à dénoncer une concurrence des mémoires, elle est proprement consternante. La complexité des politiques répressives, des processus de déportation et du contenu même du mot déportation, si elle peut ouvrir la voie à des débats d'ordre historique, interdit toute mise en concurrence des mémoires. Les chiffres ne font qu'indiquer des ordres de grandeur à un moment donné de la recherche historique, en aucun cas des degrés de souffrance ou de mémoire. C'est pourtant ce qu'a tenté d'y lire Régis Schlagdenhauffen. Nous ne pouvons que lui en laisser la triste responsabilité.

Plus loin, pages 187 et 188, dans une partie intitulée **l'administration du problème au sein de l'arène publique**, l'analyse Régis Schlagdenhauffen sur la prise en considération de la déportation des homosexuels, laisse encore plus perplexe. L'irruption des associations homosexuelles au cœur des cérémonies commémoratives de la journée nationale de la déportation, aboutissait dans la plupart des cas, à brouiller la perception et le symbole de cette journée autant que sa réalité historique. La Fondation pour la mémoire de la Déportation a toujours défendu le principe d'une réalité historique avérée, dont la mémoire était en conséquence légitime, mais qui est restée numériquement très limitée et géographiquement confinée. Son évocation quasi exclusive dans les médias à l'occasion des cérémonies commémoratives relevait donc d'une lecture sélective de l'histoire. À plusieurs reprises la Fondation a exprimé le vœu auprès des associations homosexuelles qu'elle a rencontrées, qu'elles ne confondent pas un combat de société et un combat de mémoire. Elle soutenait leur combat de mémoire, mais demandait que le combat

de société soit dissocié de la journée de la déportation. Dans le débat qui a précédé l'apposition d'une plaque dédiée aux victimes de déportation « pour motif d'homosexualité » au camp de Natzweiler Struthof, la Fondation a défendu, souvent à contre-courant de l'avis de certains cercles de déportés, le caractère légitime et historique d'une telle démarche, apportant les preuves d'une déportation homosexuelle dans ce camp. Elle a souhaité que pour autant soit respectée la douleur avouée ou non avouée de déportés, victimes ou témoins de chantage ou de pratiques contraintes et dégradantes, dans l'enfer concentrationnaire.

Que dire encore de la notion de « *casse de la demande sociale* » de l'État, s'agissant de la mémoire tsigane ? et de cette affirmation selon laquelle certaines administrations et institutions chercheraient à créer « *une demande sociale de reconnaissance des Tsiganes en tant que victimes* » ? La reconnaissance d'une réalité historique méconnue n'a pas pour objet de créer ou non une demande sociale, mais de rappeler des faits. Qui peut dès lors s'insurger contre la prise en compte mémorielle des persécutions-exterminations dont la communauté tsigane a été l'objet de la part des nazis et du régime de Vichy ?

La mise en opposition d'une mémoire *catholique* de la déportation et d'une mémoire juive de la Shoah entre lesquelles la mémoire tsigane servirait de tampon relève de la plus pure spéulation. D'abord parce que si l'on considère la sociologie de la déportation dite de répression, en majorité communiste et franc-maçonne, le qualificatif *catholique* est pour le moins étrange et inopérant. Ensuite parce que la même remarque pourrait s'appliquer à la déportation des juifs, en forte proportion athées. Mais Régis Schlagdenhauffen n'en est pas à une approximation près : voilà que l'émergence d'une mémoire tsigane serait maintenant instrumentalisée pour contenir les expressions de la mémoire des homosexuels !

Sans doute Régis Schlagdenhauffen est-il étranger à cette éthique de la mémoire qui est celle de la Fondation et qui consiste, non pas à opposer ou instrumentaliser les mémoires, mais simplement à les respecter. ●

Y.L.